

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2330 - 29 mars 2013 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

À Chypre et dans toute l'Europe

Les peuples

étranglés

pour le profit

des banques

Congrès CGT

p. 12

**Syndicat de salon
ou de
mobilisation ?**



SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ La droite et l'extrême droite mobilisent
- Élection partielle dans l'Oise
- p. 5 ■ Quand la droite se penche sur le sort des travailleurs
- Sarkozy mis en examen
- Collectivité territoriale d'Alsace
- p. 6 ■ Mélenchon et la chasse aux salopards
- L'âge de la retraite en ligne de mire
- 2 000 emplois à Pôle emploi
- p. 7 ■ Le personnel du rectorat de Créteil
- Collège Mozart, Paris
- Collège République, Bobigny

Dans le monde

- p. 8-9 ■ États-Unis : Détroit mis sous tutelle
- Israël : visite d'Obama
- Centrafrique : coup d'État contre Bozizé
- Mali : la loi des groupes armés
- Les fonds de reconstruction
- p. 10 ■ Espagne : la rage des épargnants volés
- Mobilisation contre les expulsions
- Chypre : une tentative pour sauver les banquiers

Il y a 10 ans

- p. 11 ■ Dix ans de guerre et d'occupation en Irak

Dans les entreprises

- p. 12 ■ Le 50^e congrès de la CGT
- Grève à la répression des fraudes
- La cour de cassation et la crèche Baby Loup
- A propos des morts de l'amiante
- p. 13 ■ PSA - Aulnay-sous-Bois
- Centre Technique Renault-Guyancourt
- Fonderie du Poitou
- p. 14 ■ Sanofi
- Veolia
- Compagnies aériennes
- p. 15 ■ Triage SNCF Sibelin
- CHS Vinatier Bron
- Herakles Safran
- Elm groupe Bosch

La Fête de Lutte Ouvrière

- p. 16 ■ Les artistes au grand podium
- Le carrousel de la connaissance
- Au temps de la préhistoire
- Les sciences dans la fête

• Guadeloupe Procès de deux militants de Combat Ouvrier et de *Rebelle !*

Mercredi 13 mars a eu lieu le procès de deux camarades de Combat Ouvrier, organisation trotskyste antillaise, membre comme Lutte Ouvrière de l'UCI (Union communiste internationaliste). Il s'agit de deux étudiants : Sony Laguerre et Raphaël Cécé. Ces deux camarades sont par ailleurs animateurs du journal étudiant et lycéen *Rebelle !* Ils sont accusés pour l'un de « coups et blessures » et pour l'autre de « menaces » sur policiers, lorsque les agents de la compagnie d'intervention de Pointe-à-Pitre ont chargé un rassemblement pacifique devant le commissariat de Pointe-à-Pitre, le 18 mai dernier.

Ce jour-là, à l'appel de *Rebelle !*, une cinquantaine de jeunes s'étaient regroupés pour soutenir l'une de leurs camarades convoquée au commissariat. Depuis deux ans, les jeunes de *Rebelle !* sont harcelés par les proviseurs, qui déposent plainte contre eux pour des peccadilles. En fait, c'est non seulement le ton persifleur et contestataire du petit journal lycéen qui les gêne, car il dénonce les fréquents abus d'autorité, mais aussi les opinions politiques révolutionnaires et anticapitalistes qu'il affiche.

Mercredi 13 mars donc, 200 personnes s'étaient

regroupées devant le tribunal de Pointe-à-Pitre : une centaine de lycéens, d'étudiants, de parents et d'amis, mais aussi une centaine de militants de la CGTG et de travailleurs en lutte venus faire entendre leurs revendications et soutenir la liberté d'expression de la jeunesse.

Au son des slogans des jeunes de *Rebelle !*, des militants de Combat Ouvrier et des tambours de la CGTG, le procès s'est étalé de 8 h à 18 h sans qu'aucune preuve de culpabilité n'ait été apportée – et pour cause ! Cela n'a pas empêché le procureur de réclamer quatre mois de prison avec sursis pour Raphaël et d'imposer à Sony un choix empoisonné entre de la prison ferme ou sept mois de sursis avec 105 jours de travaux d'intérêt général. Le juge a sommé Sony de choisir tout de suite entre les deux, et ce avant même que ses avocats n'aient eu la parole. Sony, bien sûr, a affirmé que ce choix était inacceptable vu qu'il est innocent. Le verdict a été renvoyé au 17 avril prochain.

Voilà bien le type de justice qui été dénoncé toute la journée au micro et aussi en chansons devant les portes de « leur » tribunal.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière Limoges

Samedi 6 avril à partir de 15 h 30

Maison du Temps libre à Feytiat

Allocution de Nathalie Arthaud à 19 heures

Angers

Samedi 13 avril de 16 heures à minuit

Salle Aragon, rue Joseph-Barra à Trélazé

Allocution de Nathalie Arthaud à 19 heures

Saint-Nazaire

Samedi 20 avril de 16 heures à minuit

Salle Jacques-Brel au Petit-Maroc



Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

| Tarif des abonnements | Lutte Ouvrière | | Lutte de Classe |
|--|----------------|------|-----------------|
| Destination : | 6 mois | 1 an | 1 an |
| France, DOM-TOM | 18 € | 35 € | 15 € |
| DOM-TOM avion | 25 € | 50 € | 21 € |
| Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient | 30 € | 60 € | 20 € |
| USA, Canada | 35 € | 70 € | 22 € |
| Autre Amérique, Asie, Océanie | 43 € | 85 € | 25 € |
| Envois sous pli fermé : tarifs sur demande | | | |

Chypre : les étrangleurs des peuples à l'œuvre

Après avoir été reléguée au second plan par la démission de Cahuzac et la mise en examen de Sarkozy, la crise chypriote est maintenant noyée dans les polémiques et les petites phrases. À droite comme à gauche, les politiciens sont empêtrés dans les affaires et dans leurs combats de coqs, alors que la maison brûle !

La mise en faillite de la seconde banque chypriote montre la gravité de la crise financière, qui va de rebondissement en rebondissement. Que Chypre, le plus petit pays de la zone euro, fasse planer la menace d'une explosion de l'euro et la peur d'un krach bancaire généralisé montre que nous sommes assis sur un volcan financier.

Les dirigeants européens ont essayé d'éteindre l'incendie chypriote en proposant de taxer les dépôts bancaires, y compris ceux des petites gens. Mal leur en a pris : l'annonce de cette taxation a failli plonger tout le système dans le chaos !

Elle a été un coup de tonnerre, et pas seulement pour les Chypriotes, qui se sont soulevés contre ce racket, mais pour le monde financier, qui a craint qu'elle ne déclenche une défiance généralisée vis-à-vis des banques. Peu après avoir annoncé cette mesure, ils l'ont donc abandonnée.

Les chefs d'État sont complètement dépassés par la situation et personne ne sait ce qui va se passer lorsque les banques chypriotes rouvriront après avoir été fermées pendant une semaine, .

Les dirigeants européens prétendent que leur nouveau plan s'attaque au paradis fiscal qu'est Chypre et protège les petits épargnants. Ils veulent maintenant se donner des allures vertueuses. Quel cynisme ! Les petits épargnants ne seront pas taxés sur leur compte, mais ils le seront autrement. Ils le seront du simple fait que, sur une île de moins d'un million d'habitants, les milliers de licenciements prévus dans le secteur bancaire seront une catastrophe ; ils le seront car, comme en Grèce ou en Espagne, l'austérité appellera l'austérité.

Quant à dire, comme Moscovici, que le nouveau plan s'attaque à « l'économie de casino » parce qu'il fait payer les gros comptes russes, c'est risible ! C'est l'économie mondiale dans son ensemble qui est une économie de casino, et à ce jeu-là Chypre ne joue qu'en dernière division.

Toute la classe capitaliste consacre depuis des années une partie croissante de ce qu'elle tire de l'exploitation

des travailleurs et des aides publiques à spéculer, au lieu de l'investir dans la production. Voilà ce qui alimente le volcan financier.

L'économie capitaliste est le règne de la concurrence anarchique, une guerre pour les marchés et les profits qui ne peut déboucher que sur des crises. Les « plans de sauvetage » sont autant de fuites en avant, où les dirigeants des États font ce que les financiers leur demandent de faire : ils refinancent les banques, c'est-à-dire réalimentent la spéculation à coups de milliards, en imposant en contrepartie des plans d'austérité drastiques qui conduisent à des ponctions injustes et criminelles sur les plus démunis.

Dans tous les pays qui ont subi ce genre de « sauvetage », le chômage a explosé, les petits commerces ferment, les retraités et les travailleurs sont réduits à la misère, l'économie a plongé dans la dépression. Le remède est pire que le mal !

En France, la même spirale de la récession est à l'œuvre : restrictions pour les hôpitaux, pour les collectivités locales, augmentation de la TVA, remise en cause des retraites, multiplication des licenciements et baisse du pouvoir d'achat.

Cette politique est menée par la droite comme par la gauche à l'échelle de toute l'Europe, car les gouvernements n'imaginent pas désobéir aux véritables maîtres de l'économie que sont les capitalistes ; parce que leur unique préoccupation est de sauver la mise aux plus riches, sauver leurs profits et leur fortune, quand bien même ceux-ci sont de dangereux spéculateurs, et quitte à ce que l'économie et la société en meurent.

Mais les travailleurs, principales victimes d'un système aussi injuste que fou, ne sont pas condamnés à subir. Ils ont pour eux leur nombre et le fait qu'ils font tourner toute l'économie. Il leur faut renouer avec les valeurs du mouvement ouvrier, car il faut non seulement que les travailleurs se défendent pied à pied, mais aussi qu'ils prennent conscience qu'ils ont la force, la puissance sociale, pour enlever le pouvoir à la bourgeoisie et à ses pantins politiques et pour exproprier le grand capital qui mène la société à la catastrophe.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », affirment depuis toujours les communistes. Cet objectif n'est pas une nécessité seulement pour les exploités mais pour toute la société.

• Nouvelle hausse du nombre de chômeurs Il faut interdire les licenciements !

Mardi 26 mars, une fois de plus, les chiffres officiels du chômage ont montré une augmentation. Près de 3,2 millions de travailleurs n'ont eu aucun emploi en février. Toutes catégories confondues, on atteint presque les cinq millions de chômeurs.

Cela en s'en tenant aux chiffres fournis par l'administration, c'est-à-dire sans tenir compte de tous ceux qui ont été mis de côté, dans une de ces multiples catégories dont l'État a le secret et qui n'ont de commun que leur commune misère. Par exemple, 90 000 chômeurs passent tous les mois dans la catégorie « fin de droits » !

Cette hausse du nombre des chômeurs n'est pas due à une quelconque catastrophe

climatique, à un tremblement de terre ou à une malédiction. Elle est la conséquence des licenciements et des suppressions de postes opérés par le patronat et, avant tout, par les grands groupes capitalistes.

Ce sont les suppressions de postes et les licenciements chez Renault, PSA, Mittal, Sanofi, groupes multimilliardaires, qui amorcent la machine à détruire des emplois. C'est à partir de ceux-là que les licenciements passent chez

les sous-traitants, puis chez les artisans, du couvreur au marchand forain, qui vivent grâce à leur clientèle d'ouvriers, et se répandent dans toute la société.

Inversement, l'interdiction des licenciements, l'obligation faite aux grands groupes capitalistes de prendre sur leurs profits, voire sur leurs réserves, pour maintenir emplois et salaires, induirait le maintien des emplois partout ailleurs. Ne serait-ce que par la force que les travailleurs auraient acquise en contraignant leurs principaux ennemis à reculer.

On ne peut lutter contre le chômage sans lutter contre les

licenciements. C'est pourquoi cette lutte doit être l'affaire de tous, ceux qui se sentent menacés comme ceux qui ne le sont pas encore, ceux qui ont le dos au mur comme ceux

qui sont déjà dehors. Ce n'est pas seulement une question de solidarité, c'est pour la classe des travailleurs une question de survie.

Paul GALOIS

• CERCLE LÉON TROTSKY

La gestion capitaliste de l'eau, irresponsabilité et racket

Vendredi 12 avril à 20h30
Maison de la Mutualité

24, rue Saint-Victor – Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 euros

• La droite et l'extrême droite mobilisent **Pour se faire entendre la classe ouvrière doit en faire autant !**

Deux mois et demi après une première démonstration massive contre le mariage pour tous, la droite réactionnaire et l'extrême droite ont rassemblé, le dimanche 24 mars, à nouveau autant de manifestants – 300 000 selon la police – sur l'avenue de la Grande-Armée à Paris. Organisée sur le même thème, chargée de relents homophobes, traditionalistes et culs-bénits, la manifestation était surtout un rassemblement de la droite anti-Hollande. Les politiciens sarkozystes et frontistes, de Copé à Guaino, en passant par Wauquiez, Morano et Raffarin, sans oublier Gollnisch et Collard, étaient en bonne place sur la photo.

À peine cachés par les drapeaux bleus et roses figurant papa, maman, le petit frère et la petite sœur, censés représenter la « vraie » famille, les slogans directement politiques abondaient, de « *Touche pas au mariage, occupe-toi du chômage* » à l'appel à un « *printemps français* », en référence sans doute aux mobilisations populaires en Tunisie ou en Egypte. Il importait visiblement bien moins de s'opposer, avant son examen par les sénateurs, à la

loi Taubira adoptée par l'Assemblée nationale le 12 février, que de faire une démonstration de force de ces partis réactionnaires, de leur capacité à mobiliser les beaux quartiers du pays, lodens, colliers de perles et carrés Hermès en bandoulière.

Outre l'UMP et ses satellites, comme le parti de Christine Boutin, outre le Front national, les officines de l'extrême droite universitaire ou catholique s'étaient répandues en consignes et arguments de

(mauvaise) foi pour faire venir leurs troupes. Les médias ont montré que ces dernières étaient aux avant-postes pour entraîner les manifestants sur les Champs-Élysées, interdits d'accès par les policiers. Sur un mail cité par *Le Monde*, on a pu lire, au milieu de « *consignes écrites par un élu de la République et un ancien officier de l'armée* », un appel à déborder la police en prenant les policiers en étau et à « *former la masse car c'est elle qui l'emporte dans toutes les batailles* ».

Derrière les slogans « *Hollande démission* » se profile le calcul des politiciens de droite et d'extrême droite qui est d'apparaître comme l'opposition, la seule véritable, au gouvernement Hollande-Ayrault qui dégringole dans les sondages à mesure que progressent les chiffres du chômage et les fermetures



d'entreprises. Et tandis que, dans leurs cercles fermés, ils se congratulent de toutes les mesures anti-ouvrières que ce gouvernement promulgue, ils font mine en public de s'indigner de la montée du chômage.

Ce n'est pas la réédition d'une manifestation gaulliste massive de mai 1968 que craint le gouvernement, lorsqu'il empêche la droite d'arpenter les Champs-Élysées. C'est l'idée qu'une telle démonstration de force puisse venir de la classe ouvrière, des salariés pris entre le licenciement et le surmenage, des retraités spoliés, des chômeurs méprisés, de la jeunesse abandonnée à

elle-même. Car les centaines de milliers de manifestants que Sarkozy avait décidé d'ignorer en 2010, en reculant l'âge de la retraite, devront se multiplier pour s'opposer à la régression sociale que subit le monde du travail sous prétexte de crise et de dette d'État à rembourser. Auteuil-Neuilly-Passy se prétendaient 1,4 million à Paris le 24 mars. Quel impact auraient donc autant de manifestants venus d'Aubervilliers, de Lille ou de Marseille, s'ils manifestaient aussi massivement pour exiger l'interdiction des fermetures d'entreprises et des licenciements !

Viviane LAFONT

• Élection partielle dans l'Oise

PS et UMP ouvrent un boulevard à l'extrême droite

Le 23 mars, le deuxième tour de l'élection législative partielle dans la circonscription de Beauvais-Sud a vu le candidat de l'UMP, Mancel, l'emporter de peu sur la candidate du Front national, avec seulement 768 voix d'avance. Cette dernière, totalement inconnue, a entre autres bénéficié du fait de n'avoir jamais été mêlée à la vie politique traditionnelle. Elle a pu se présenter comme la candidate anti-système et n'a pas subi le rejet général de la classe politique.

Le premier tour avait déjà vu l'élimination de la candidate PS, Sylvie Houssin, qui avait talonné Mancel en 2012 et de ce fait avait pu obtenir l'annulation de l'élection de ce dernier. L'autre fait avait été l'abstention massive, ce qui est le cas, il est vrai, dans toutes les élections partielles. Une bonne partie de l'électorat populaire de gauche avait donc refusé de donner sa voix à celle qui représentait la politique antiouvrière du gouvernement Hollande-Ayrault. La candidate du Front national avait obtenu 26,58 % des voix et avait pu être présente au deuxième tour, tout en ayant perdu des voix en valeur absolue par rapport à la dernière

élection de juin 2012, comme pratiquement tous les autres candidats.

Avec un deuxième tour entre Mancel et la candidate FN, le choix n'était vraiment pas engageant. La direction nationale du PS ne s'en est pas moins empressée d'appeler à voter Mancel au « *nom de la défense des valeurs républicaines* ». Drôles de « valeurs » en vérité que celles défendues par Mancel.

Outre ses flirts avec l'extrême droite pour tenter de se maintenir aux moments les plus difficiles, Mancel est surtout connu dans la région pour s'être servi dans les caisses publiques. Accusé par la Chambre régionale des

comptes d'avoir pendant des années confondu les caisses du Conseil général de l'Oise avec son portefeuille personnel, en faisant payer par les caisses de ce dernier toutes ses dépenses, y compris les yaourts et le linge de corps, Mancel a vu le procureur, saisi sous le gouvernement Jospin, se contenter de lui demander de rembourser une petite partie de ces détournements pour classer l'affaire. Il est aussi reconnu coupable par la Chambre régionale des comptes d'avoir détourné de leur objet une partie des finances du Conseil général et a été condamné par cette dernière à dix ans d'inéligibilité. Mais l'appel fait auprès de la Cour des comptes est resté sous le coude de Pierre Joxe, président de l'institution et haute figure du PS, pendant un temps assez long pour qu'il le transmette à son successeur de droite afin que celui-ci classe le dossier en cassant la décision de la chambre

régionale.

Enfin, malgré tout définitivement condamné à de la prison avec sursis, et par suite à nouveau à dix ans d'inéligibilité dans une autre affaire de détournement de fonds, Mancel a pu bénéficier d'une procédure que peu de monde connaît, celle de la dispense d'exécution de peine pour un délinquant, dispense octroyée par la Cour d'appel. Et c'est ainsi que ce triste personnage, à défaut d'être blanchi, a pu se faire réélire.

C'est ce curriculum vitae hors norme qui a fait que la candidate PS s'est refusée à appeler à voter pour lui au deuxième tour, en opposition à la direction de son parti qui appelait à voter Mancel. De même, de nombreux électeurs de gauche des milieux populaires ne voulaient pas s'y rallier et une partie ont voté FN.

En effet, si Mancel a gagné 2 117 voix entre les deux tours, la candidate du FN en a gagné 5 941. Et cette progression est

très nette dans les quartiers populaires de Beauvais ou des villes ouvrières comme Sérifontaine, où le candidat du Front de gauche avait fait un très bon résultat. Mancel, lui, fait ses meilleurs résultats dans les villes et quartiers bourgeois.

Le FN se présente démagogiquement comme l'opposé des politiciens professionnels et profite du fait que le PS au gouvernement mène une politique qui provoque de plus en plus l'hostilité franche, quand ce n'est pas la colère ou le dégoût, au sein de la classe ouvrière et des victimes de la crise. Il ne s'en place pas moins sur le même terrain que les autres partis de la bourgeoisie, postulant à aller aux affaires pour défendre les intérêts de la classe capitaliste et des plus riches, et défendant les idées les plus réactionnaires. Le monde du travail doit savoir qu'il a là un de ses adversaires les plus affirmés.

Paul SOREL

• Quand la droite feint de se pencher sur le sort des travailleurs

Méfiance !

Les organisateurs de la manifestation du 24 mars, ou certains d'entre eux – il est bien difficile de les identifier, tant sont nombreux ceux qui en revendiquent la paternité – ont trouvé malin d'utiliser des affiches rappelant mai 68.

Parmi les slogans, on pourrait relever : « On veut des emplois, pas la loi Taubira », « On veut du boulot, pas du mariage homo », « Touche pas au mariage, occupe-toi du chômage », « La priorité, c'est Aulnay, pas le mariage gay ». Il est probable que parmi les manifestants il n'y en ait pas eu beaucoup à la recherche d'un emploi, et encore moins de travailleurs de PSA Aulnay qui luttent bec et ongles pour sauver leur gagne-pain. Par contre, bien plus venaient des rangs de ceux qui traitent les chômeurs de fainéants et les travailleurs de PSA de casseurs, tout en considérant les membres de la famille Peugeot comme des bienfaiteurs.

De son côté, le Front national a lancé une pétition sur Internet contre l'accord dit de « sécurisation de l'emploi », l'ANI, signé entre autres par la CFDT et le Medef avec la bénédiction du gouvernement, qui aggrave la situation des travailleurs. Le parti d'extrême droite dit vouloir parler au nom des salariés, sans aller jusqu'à y inclure les travailleurs immigrés : « Loin de sécuriser

l'emploi, cet accord dangereux va en réalité transformer les salariés français en salariés jetables, livrés aux grands groupes et à la crainte du chômage de masse », a même déclaré Marine Le Pen. Suit un développement sur la défense des « entreprises petites et moyennes », et des « très petites », victimes des « charges » et des multinationales, dans lequel le Front se range aux côtés du patronat.

La droite et l'extrême droite, sous leur drapeau politique ou sous le voile associatif, font feu de tout bois ou presque, et sont prêtes à adopter des déguisements variés pour tromper leur monde et tirer profit du discrédit du gouvernement socialiste.

Il est donc important, et même vital pour l'avenir, qu'une opposition se fasse entendre, nettement située dans le camp des travailleurs, pour ne pas laisser la voie libre à ces faussaires de droite et d'extrême droite dont l'ambition est de mettre au pas le monde du travail.

Jean SANDAY



Les organisateurs ont découvert des slogans sociaux

• Sarkozy mis en examen

Parce qu'il le valait bien ?

Nicolas Sarkozy a été mis en examen pour « abus de faiblesse ». Un juge le soupçonne d'avoir soutiré en février 2007 des fonds à Liliane Bettencourt, milliardaire fort âgée et affaiblie par la maladie. Il s'agissait, semble-t-il, de compléter des versements déjà effectués par le gestionnaire de fortune des Bettencourt à Eric Woerth, trésorier de la campagne présidentielle de Sarkozy. Ces versements, non déclarés, font l'objet d'une autre instruction judiciaire.

Les amis de l'ex-président se sont immédiatement offusqués, parlant de « juge partial », « d'acharnement judiciaire », etc. Sarkozy proclame son innocence et parle de « laver son honneur ». Les habitués spécialistes de la vie politique ont déploré cette nouvelle affaire mélangeant vie publique et fonds secrets. L'affaire est pourtant confondante de banalité. En effet, où les politiciens comme Sarkozy pourraient-ils trouver des fonds excédant les possibilités légales, si ce n'est auprès de gens comme les Bettencourt, neuvième fortune mondiale ?

Ces derniers ont en effet la réputation d'avoir le cœur sur la main. Le père subventionnait déjà la droite et l'extrême droite avant la guerre. Sa société, L'Oréal, a recyclé dans

les années 1950 bon nombre de hauts cadres compromis avec Vichy. Bettencourt, gendre du fondateur, avait d'excellentes relations avec toute la faune politique des Quatrième et Cinquième républiques, de Mitterrand, l'ami de jeunesse, à Sarkozy, le petit jeune plein d'avenir. Tous ces gens trouvaient chez lui table et couvert logiquement, a pris la suite.

Mais, pour le malheur de Sarkozy, les largesses de la vieille dame n'étaient pas exclusivement politiques. Elle a également déversé ses bontés sur certains de ses amis, en particulier un artiste très cher, poussant sa fille et unique héritière à faire intervenir la justice. Une fois le couvercle soulevé, sont apparus les heureux bénéficiaires, l'artiste en

question, puis d'autres amis, puis le gestionnaire. Ont suivi Woerth, trésorier de l'UMP, dont l'épouse fut un temps gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, et finalement Sarkozy lui-même.

Pas grand-chose de tout cela n'est pour l'instant prouvé. On peut compter sur les capacités financières des divers mis en cause pour faire durer la procédure aussi longtemps qu'il faudra, voire pour parvenir à l'enterrer ou à se disculper d'une façon ou d'une autre. Ils se retrouveront donc innocents comme au jour de leur naissance.

Mais il est remarquable que les multiples commentaires que cette affaire à rebondissements suscite ne portent que sur la façon dont Liliane Bettencourt dépense ses milliards, jamais sur celle dont elle les obtient. Car, du gigolo au président en passant par les commentateurs, tous sont d'accord : la propriété privée est sacrée, le tout est de savoir la conforter et la défendre. Quitte à être payé de quelques miettes offertes par ceux qui la détiennent.

Paul GALOIS

• Collectivité territoriale d'Alsace

Ils amusent la galerie avec un vote sans enjeu

« Approuvez-vous le projet de création d'une collectivité territoriale d'Alsace, par fusion du conseil régional d'Alsace, du conseil général du Bas-Rhin et du conseil général du Haut-Rhin ? », telle est la question qui sera soumise aux électeurs alsaciens par référendum le 7 avril prochain.

Les sondages donnent une nette avance au oui (75 %) mais l'abstention promet d'être très élevée. Or, pour que le oui l'emporte, il doit obtenir au moins 25 % des inscrits dans chacun des deux départements alsaciens qui composent la plus petite région du pays. Et ce n'est pas gagné !

Il faut dire qu'hormis les élus régionaux la question de la fusion, posée depuis les années trente par des politiciens alsaciens, ne passionne guère les classes populaires, telle-ment elle apparaît sans enjeu.

Un congrès réunissant les élus locaux a adopté, le 24 novembre 2012, le projet qui sera soumis au référendum. Toute la droite, les Verts ainsi qu'une grande partie du PS ont voté pour, de même qu'à l'époque les élus locaux du FN. Mais aujourd'hui le FN appelle la population à voter non au

référendum en hurlant, à l'instar de Marine Le Pen venue faire campagne à Mulhouse, que « c'est le début du détricotage de la France ». Décidément, ce parti est capable de dire tout, n'importe quoi et son contraire.

Les seuls à avoir voté contre lors de ce congrès ont été les élus socialistes de l'agglomération de Strasbourg et plusieurs élus PS des deux départements, qui se sont abstenus. L'opposition d'une partie du PS a pour origine la défense d'une ville contre une autre, « Mulhouse oubliée » ou le regret du maire PS de Strasbourg du fait que l'exécutif sera à Colmar et non dans sa ville. On est en plein Clochemerle !

Le PCF et le Front de gauche n'ont pas d'élus à la région, leur liste ayant fait moins de 2 % aux dernières élections régionales, ni dans les

départements. Cela n'empêche pas le PCF de partir en guerre contre ce projet « dangereux pour nos conditions de vie et de travail, pour l'avenir de notre région » qui selon lui « remet en cause l'unité de la République ainsi que la démocratie locale ». Et le PCF ajoute que le but de cette fusion est « d'adapter la région à la politique d'austérité, à la politique que les marchés financiers et les dirigeants européens actuels veulent imposer aux États et aux populations ». Comme si la droite et le PS avaient besoin de changements institutionnels pour mener une politique d'austérité dictée par les marchés financiers !

Une autre question passionnerait bien davantage les classes populaires, comme par exemple : « Êtes-vous favorables à l'interdiction des licenciements et à la répartition du travail entre tous pour mettre fin à la catastrophe du chômage ? » Mais il n'y a aucun risque que droite et PS la posent à la population. Quant à ce référendum, il ne concerne en rien les travailleurs.

Étienne HOURDIN

• Techniques de communication

Mélenchon et la chasse aux « salopards »

Le congrès du Parti de gauche, qui s'est tenu le week-end des 22 et 23 mars à Bordeaux, a fourni l'occasion à Jean-Luc Mélenchon et à sa garde rapprochée de jeter un nouveau pavé dans la mare médiatique.

Ainsi François Delapierre, l'un de ses adjoints, évoquant l'intervention des ministres de l'Union européenne au chevet de Chypre, a parlé « *des 17 salopards* » qui avaient organisé le dépècement de l'île. Mélenchon s'est empressé de reprendre cette formule, habilement calculée. Interviewé par des journalistes, qu'il se plaît par ailleurs à provoquer, il a

justifié sa méthode, expliquant qu'il fallait oser « *parler cru et dru* » pour percer le mur des médias. Sur cet aspect, il n'a pas tout à fait tort. Mais le fond du problème est ailleurs.

Car il ne suffit pas de se faire entendre en créant l'événement par une « petite phrase » bien ficelée. Cela, beaucoup de politiciens de tout bord savent le faire. Comme Copé avec

son pain au chocolat, pour ne prendre qu'un exemple récent.

L'essentiel est dans ce l'on dit et ce que l'on insinue, dans la façon dont on est compris et à qui on veut s'adresser. Les ministres de la zone euro désignés par le Parti de gauche sont incontestablement des requins, tout entiers au service des puissances d'argent, y compris un « Français », en l'occurrence Moscovici, ouvertement évoqué dans la diatribe de François Delapierre. Mais ces propos aux relents nationalistes évidents – une

attitude revendiquée par Mélenchon dans tous ses écrits et ses discours – ne permettent pas à ceux qui croient que leurs intérêts seraient représentés par le dirigeant du Parti de gauche d'y voir plus clair et de mieux discerner qui est dans leur camp et qui sont leurs adversaires.

En fait, les « techniques de communication » de Mélenchon visent à préparer le moment où François Hollande, débordé par une contestation du monde du travail, aurait besoin de ses services. D'ailleurs

Mélenchon a une nouvelle fois réaffirmé cette ambition, qui serait peut-être de remplacer Ayrault. Encore que le PS pourrait avoir d'autres fers au feu. Mais la vraie question dans ce cas, ce serait pour quoi faire ? Pour mettre en œuvre une politique en faveur du monde du travail ? Certainement pas. Si Mélenchon est candidat à quelque chose, c'est plutôt à jouer le rôle de pare-feu.

Jean-Pierre VIAL

• Retraite

L'âge de départ en ligne de mire

Le journal *Le Monde* a publié le 22 mars les conclusions d'un rapport du COR (Comité d'orientation des retraites) qui, sous prétexte de souligner les inégalités entre public et privé, milite pour une aggravation des conditions de retraite de l'ensemble des salariés.

Le COR a été créé en 2000 par le gouvernement socialiste de Jospin. Censé représenter dans sa diversité l'ensemble de la société, il a en fait préparé les réformes successives des retraites de 2003, 2008 et 2010. Réformes qui se sont traduites par l'allongement de la durée de cotisation pour toucher une

retraite entière et la mise en œuvre d'un processus qui, à terme, devrait permettre d'aligner les régimes spéciaux de retraite sur le régime général.

Ainsi, dans le rapport qui vient d'être publié, le COR estime que l'âge effectif du départ à la retraite était, en 2011, de 61,9 ans pour les salariés du

privé et de 55,1 ans à la SNCF, 54,4 ans à la RATP, 57,1 ans dans la fonction publique d'État. Mais il s'agit là de moyennes, qui lissent donc les différences entre les différentes professions à l'intérieur d'une même entreprise. Par exemple, à la SNCF, depuis la réforme de 2010, théoriquement, un agent de conduite peut toujours partir à 50 ans et un sédentaire à 55 ans, mais l'un et l'autre subissent une forte décote sur le montant de leurs retraites. La

durée de cotisation exigée pour toucher une retraite entière est allongée et un cheminot qui n'a pas cotisé 41 ans perdra jusqu'à 17,5 % de sa pension ou devra travailler 3,5 ans supplémentaires.

Une bonne partie des régimes spéciaux sont en voie d'extinction et le rapport note d'ailleurs le relèvement progressif de l'âge de la retraite pour tous. Quant au niveau des pensions, le rapport n'en parle pas : son objectif n'est pas

de montrer les faibles revenus des retraités qui quittent le travail de plus en plus tard, mais de donner des arguments aux gouvernants et aux patrons pour reculer encore l'âge du départ à la retraite. Le prétexte est que les caisses sont vides... et qu'elles le resteront d'autant plus que jamais, au grand jamais, il n'est question d'aller prendre l'argent sur les profits du patronat.

Vincent GELAS

• Pôle emploi

2 000 embauches, on est loin du compte !

Le gouvernement a annoncé la création de deux mille postes à Pôle emploi, un organisme où les employés sont submergés par la montée continue du chômage. Deux mille personnes de plus pour faire face à une situation où, chaque jour, un millier de salariés licenciés viennent s'inscrire à Pôle emploi, c'est utile, mais cela reste insuffisant pour faire face aux difficultés.

C'est d'autant plus insuffisant que 1 800 emplois (1 500 en CDD et 300 en CDI) avaient été supprimés dans la période récente. La création de deux mille emplois, annoncés en CDI, ne fait donc que rétablir une situation antérieure qui ne permettait déjà pas de faire face.

Pôle emploi est le fruit de la fusion de l'ANPE, l'organisme qui auparavant accueillait les chômeurs et recherchait des emplois, avec les Assedic, qui de leur côté versaient les allocations aux chômeurs. Cette fusion a été lancée au moment même où la crise de 2008 amenait de nombreux chômeurs vers cet organisme.

Avec cette fusion, qui avait pour objectif de réduire le nombre d'employés, les pouvoirs publics souhaitaient remplacer deux employés spécialisés chacun dans deux

tâches spécifiques par un seul employé multifonctions. Sur le papier c'était parfait. En pratique, là où les chômeurs rencontraient autrefois deux employés aux activités bien définies, ils ne rencontrent plus maintenant qu'un seul interlocuteur qui n'a pas toujours intégré les tâches qui n'étaient pas sa spécialité dans l'ancien système, ce qui a engendré quantité d'erreurs dont les dirigeants de Pôle emploi ne veulent pas entendre parler.

Par ailleurs, les employés de Pôle emploi ont tant de dossiers de chômeurs à gérer qu'ils n'arrivent pas à les suivre individuellement, ce qui fait qu'en pratique les chômeurs n'ont parfois aucun interlocuteur, si ce n'est des services internet ou des plateformes téléphoniques. Cette situation, qui exaspère les chômeurs, est critiquée par les employés du Pôle, car elle



sert de prétexte à la direction pour réduire le nombre des employés présents dans les agences.

La situation est si tendue qu'elle conduit à des drames des deux côtés du comptoir. On a vu ainsi un chômeur désespéré s'immoler à Nantes il y a un mois, mais aussi des employés du Pôle se suicider, comme à La Poste ou à France Télécom.

Les employés du Pôle dénoncent aussi les tâches de contrôles que leur direction veut leur imposer, qui entraînent la radiation, chaque mois, de plus de 40 000 chômeurs. Ils dénoncent le fait que seulement 40 % des chômeurs sont indemnisés, ainsi que la politique qui consiste à exiger le remboursement d'allocations induës, qui découlent de l'alternance de périodes de

travail et de périodes de chômage. Ces sommes sont impossibles à rembourser par les chômeurs en fin de droits dont les allocations ne représentent que la moitié du montant actuel du seuil de pauvreté.

C'est dire que la création de deux mille emplois ne peut suffire à satisfaire ni les besoins des chômeurs, ni ceux des employés du Pôle.

Jacques FONTENOY

• Rectorat de Créteil

Le ras-le-bol du personnel

D'habitude, ce sont plutôt les enseignants et les élèves qui manifestent devant les grilles du rectorat mais, cette fois, c'est à l'intérieur du bâtiment que la colère s'est exprimée.

La DPE (Division des personnels enseignants) comprend une centaine de personnels administratifs de catégorie C ou B, pour gérer les dossiers administratifs et financiers des 30 000 enseignants de l'académie. Les gestionnaires ont réagi face à la surcharge de travail et au sous-effectif permanent : en huit ans, la DPE est passée

de 133 à 106 postes.

Au service des remplacements et de gestion des enseignants non titulaires (DPE 2), le nombre de dossiers à gérer n'a cessé d'augmenter, jusqu'à 3 500 aujourd'hui, pour quinze personnes. Du coup, le travail se résume à traiter les urgences : il faut à la fois répondre aux appels des chefs d'établissement, du personnel, subir la pression de la hiérarchie, rechercher des professeurs disponibles, saisir toutes sortes d'attestations et surtout assurer la rémunération des enseignants. Le retard s'accumule alors sur certaines tâches. Heureusement, les employés

sont soudés, s'entraident et ont pris l'initiative de mettre à plat par écrit tous les problèmes, en premier lieu le besoin de deux ou trois postes en plus !

Deux réunions à l'initiative des syndicats FO, CGT et CFDT ont eu lieu les 18 et le 26 février. Trente, puis près de cinquante personnes se sont réunies pour dénoncer leurs conditions de travail et se mettre d'accord sur des revendications communes : aucun congé imposé, notamment l'été, des créations de postes face à la surcharge de travail, pas d'interruption de contrat en juillet-août pour les contractuels administratifs et leur titularisation, égalité de

traitement. L'ambiance était à la colère et à l'exaspération devant l'indifférence voire le mépris de la direction depuis des années.

Une audience auprès du secrétaire général de l'académie a eu lieu le 1^{er} mars avec les représentants syndicaux, et une délégation du personnel de chaque service de la DPE. Une quarantaine de personnes sont alors montées au neuvième étage, là où se trouvent les bureaux du recteur, pour marquer leur soutien. Il y a rarement autant de monde sur les canapés de cuir !

Le 21 mars, on a su que le secrétaire général s'était engagé

à créer un poste en septembre et à recruter un vacataire dès le mois d'avril à la DPE 2. Il allait également étudier le problème des contractuels administratifs, pour leur donner des vacances pendant l'été. Autrement dit, le simple fait de réagir collectivement a mis la pression à la direction, mais ses annonces sont encore largement insuffisantes. De plus, elle tente de diviser en privilégiant un service par rapport aux autres. Une nouvelle audience a donc été demandée au secrétaire général pour avoir des réponses aux revendications. Ce n'est qu'un début !

Correspondant LO

• Collège Mozart – Paris 19^e

Une situation explosive

Au collège Mozart, situé dans le 19^e arrondissement de Paris, les enseignants et les surveillants sont en grève depuis le lundi 25 mars, pour réclamer les moyens indispensables à un fonctionnement normal de l'établissement : un deuxième conseiller principal d'éducation, des surveillants, le remplacement des enseignants absents.

Ce petit collège de ZEP qui est dans une situation d'urgence compte 290 élèves. Il regroupe 48 % d'élèves boursiers de multiples origines, dans un quartier très populaire. Des centaines d'heures de cours n'ont pas été dispensées aux élèves. Du fait

de la politique de suppressions de postes depuis plusieurs années, le rectorat répond qu'il n'y a plus d'enseignants disponibles pour remplacer les collègues en maladie. Souvent, après plusieurs semaines sans cours, des enseignants contractuels,

dont c'était la première expérience, ont été envoyés devant les élèves, sans bénéficier d'aucune formation. Plusieurs ont craqué, face à des classes difficiles. Résultat, une classe de 4^e a été privée de l'équivalent de dix semaines de cours de mathématiques et de neuf semaines de cours d'anglais. Et c'est là un exemple parmi d'autres. Pendant ce temps, les surveillants doivent accueillir en permanence et en même temps plusieurs classes d'élèves survoltés. Les incidents dans les couloirs

se multiplient et la situation devient explosive.

En décembre, les surveillants ont fait une lettre ouverte pour exprimer leur ras-le-bol. Une pétition signée par les enseignants, les surveillants et de nombreux parents d'élèves a ensuite été envoyée au rectorat pour dénoncer cette situation et demander des moyens. Les parents ont écrit un courrier au rectorat, et une délégation a finalement été reçue le 1^{er} mars. Le mépris de l'inspecteur académique a déclenché

l'indignation générale : il a proposé de faire des heures supplémentaires, y compris en ouvrant le collège pendant les vacances pour rattraper les cours manqués !

Lundi 25 mars, la grève était quasiment unanime et très active. Les grévistes, avec la fierté de réagir collectivement, ont contacté la presse, cherché le soutien à la mairie, en attendant d'être à nouveau reçus au rectorat le mercredi 27 mars.

Correspondant LO

• Collège République Bobigny (Seine-Saint-Denis)

Contre la casse de l'éducation Enseignants mobilisés

Au collège République de Bobigny, les enseignants ont fait cinq jours de grève et de blocage de l'établissement pour s'opposer à la suppression de quatre postes d'enseignants.

La répartition de moyens décidée pour l'an prochain par l'académie, et derrière elle par le ministère de l'Éducation, prévoit en effet de faire des économies sur le collège, donc sur le dos des élèves. Une partie des cours serait assurée en heures supplémentaires par les enseignants en poste, ce qui est moins cher que la titularisation d'un enseignant à part entière, et le complément serait assuré par des enseignants venant d'autres établissements... à condition d'en trouver.

Lors de la grève, dans les rencontres avec d'autres établissements, le constat a été fait que cette politique d'économies touche tout le département de

Seine-Saint-Denis, pourtant un des plus pauvres du pays et où les enfants de milieu populaire ont particulièrement besoin d'adultes nombreux, formés et qui ne changent pas tous les ans. Sans compter qu'il y aura vraisemblablement 1 800 élèves supplémentaires l'an prochain dans les collèges et lycées du département.

Partout, il y a une explosion des heures supplémentaires, souvent une sous-évaluation volontaire des effectifs pour ne pas ouvrir de classes, et parfois les heures de cours réglementaires ne peuvent même pas être effectuées, faute de professeurs en nombre suffisant. Les promesses de créations de postes du candidat Hollande, puis du

ministre Peillon, sont bien loin, et cela met justement les enseignants en colère.

Au collège, certains parents sont venus soutenir les enseignants grévistes à plusieurs reprises, notamment le matin devant la grille, ce qui est une façon bien plus agréable que d'habitude de faire connaissance avec eux. Pour l'instant,

les enseignants n'ont obtenu qu'une concession partielle ne changeant rien sur le fond. Le mouvement a été suspendu en attendant d'une réponse du ministère, quitte à redémarrer la grève en cas d'absence de réponse ou si elle n'est pas satisfaisante.

Correspondant LO

• Secteur du luxe Manque de nécessaire, trop de superflu

Depuis plusieurs années, le secteur du luxe est en plein essor et en plein bénéfice. Après le numéro un mondial, LVMH, qui a annoncé d'excellents chiffres pour l'année 2012, c'est au tour de la maison Hermès de rendre publics ses résultats pour l'an dernier.

Son chiffre d'affaires a grimpé de 22,6 % et son bénéfice net de 24,5 %. Dans la Grèce antique, le dieu Hermès était le gardien des marchands et des voleurs. Visiblement, c'est toujours valable.

A. V.



• Centrafrique Le coup d'État contre Bozizé D'une dictature à une autre

Dimanche 24 mars en Centrafrique, les rebelles de la coalition Séléka se sont emparé de la capitale Bangui, renversant le président Bozizé qui a dû se réfugier au Cameroun. Leur chef, Michel Djotodia, s'est proclamé président à sa place. L'armée centrafricaine n'a opposé aucune résistance et ses soldats se sont promptement débarrassés de leurs uniformes pour se transformer en pillards.

Seuls quelques militaires sud-africains, que Bozizé avait appelés à la rescousse en janvier dernier alors que ses autres alliés commençaient à le lâcher, se sont fait tuer pour le défendre. Les troupes de la CEAC (Communauté économique des États d'Afrique centrale), Tchadiens, Congolais, Gabonais, censés arrêter les rebelles, n'ont pas bougé. Quant à la France, qui prétend ne pas s'impliquer dans la crise, elle a quand même envoyé 350 soldats en plus des 250 déjà présents. Ils sont censés protéger l'aéroport, où leur premier fait d'armes a été de tuer deux ressortissants indiens et d'en blesser d'autres, ainsi que des Tchadiens qui s'approchaient un peu trop vite à leur gré.

Au pouvoir depuis dix ans, Bozizé avait mis le pays en coupe réglée, tout comme ses prédécesseurs Bokassa, Kolingba ou Patassé. Il avait placé son clan à tous les postes lucratifs, détournant

à son profit les maigres ressources du pays. Routes, système de santé, éducation, toutes les infrastructures ont été laissées à l'abandon. L'espérance de vie a diminué d'année en année. L'armée elle-même n'avait plus aucune cohésion, et Bozizé comptait surtout pour le protéger sur sa garde rapprochée composée de Tchadiens. Le nord-est du pays d'où est partie la rébellion, aux frontières du Tchad, du Soudan et du Soudan du Sud, était devenu une zone de tous les dangers, en proie aux razzias des groupes armés se déplaçant d'un pays à l'autre.

Ce régime pourri a été mis en place et longtemps tenu à bout de bras par la France et son principal allié régional, le Tchad. Ce soutien était lui aussi dans la continuité de ce qu'avait été la politique de la France envers les chefs d'État précédents, soutenant des régimes plus corrompus les uns que les autres, jusqu'au

moment où elle finissait par les lâcher. En 2003, c'est avec l'aide de 500 soldats tchadiens que Bozizé s'était emparé du pouvoir. En 2006, les parachutistes et les Mirage français avaient stoppé une première rébellion. En 2010, face à une nouvelle offensive rebelle, Bozizé n'avait dû son salut qu'à l'intervention des troupes tchadiennes. Ancienne colonie française, la Centrafrique a toujours été dans l'orbite de la France, et Paris tient à l'y conserver, même si l'exploitation des ressources de son sous-sol, diamant, or ou uranium, est aujourd'hui bien réduite.

En décembre dernier encore, lorsqu'avait commencé l'offensive de la Séléka, ce sont les Tchadiens qui avaient arrêté les rebelles à 70 km de Bangui, après la débâcle de l'armée centrafricaine. Sous la pression des États africains et de la France, Bozizé avait dû négocier un partage du pouvoir avec la Séléka et les partis d'opposition, et signer à Libreville au Gabon un accord en ce sens. Mais, à peine



Bozizé, très solidement encadré, rencontrant le président du Bénin, en décembre dernier.

rentré à Bangui, il avait balayé cet échafaudage diplomatique et manœuvré pour garder tous les pouvoirs. Cet aveuglement sur le véritable rapport de force semble avoir incité la France, et derrière elle le Tchad, à ne pas lui sauver la mise une fois de plus.

Aujourd'hui, le nouveau président prétend vouloir respecter les accords de Libreville, sans doute pour se concilier les puissances tutélaires. Cela ne signifie pas pour autant que le nouveau pouvoir soit très différent du précédent. La Séléka est une alliance disparate d'anciens militaires, de politiciens ayant le tout temps accédé à la maitrise du gouvernement et de seigneurs de la guerre. Ces derniers font de

toute façon ce qu'ils veulent dans leur zone. Dans les régions que contrôlait la Séléka avant d'entrer à Bangui, les exactions se sont multipliées et une partie de la population a préféré s'enfuir dans la brousse, loin des villages occupés. Le gouvernement français peut éventuellement se satisfaire de ce changement si les nouveaux dirigeants du pays se montrent accommodants, l'important pour lui étant d'avoir à Bangui un régime qui protège les intérêts des grandes sociétés françaises. Mais la population de Centrafrique, elle, risque de ne pas voir grande différence entre les nouveaux maîtres et ceux dont ils ont pris la place.

D. M.

• États-Unis La ville de Detroit mise sous tutelle

Une guerre ouverte contre la population

Le gouverneur du Michigan, Rick Snyder, a nommé le 14 mars à la tête de la ville de Detroit un « gestionnaire financier de crise » doté des pleins pouvoirs. Non seulement il cumule les pouvoirs du maire et du conseil municipal, dont les fonctions n'existent plus et qui ne sont plus payés, mais il peut changer à son gré les termes des accords passés avec les syndicats, s'attaquer aux employés municipaux et aux enseignants des écoles de la ville; il peut opérer sans contrôle toutes les coupes dans les dépenses, il peut vendre tous les biens de la ville, embaucher et licencier qui il veut, etc.

Le personnage choisi par Snyder s'appelle Kevin Orr. Cet avocat de Washington spécialisé dans les affaires de banqueroute a représenté Chrysler lorsque ce constructeur automobile a déposé son bilan en 2009 pour échapper à ses obligations fiscales et sociales et bénéficier de l'aide du gouvernement fédéral. D'ailleurs lui-même a tenté aussi d'échapper à ses obligations et il vient juste de finir de s'acquitter de plusieurs dizaines de milliers de dollars de cotisations à l'assurance chômage! Snyder a choisi Orr pour sa couleur de peau, car

il est noir, espérant faire baisser la tension suscitée par l'image de ce gouverneur républicain blanc soumettant la ville démocrate et à 83% noire.

Le rôle de ce plénipotentiaire est en principe de redresser les finances de la ville, mais c'est surtout de s'assurer que la dette de quelque 14 milliards de dollars qu'elle a contractée sera bien remboursée aux banques et aux gros créanciers, quitte à saigner la population et à vendre tous les services publics, quitte aussi à ce que la ville se débarrasse complètement du fonds de retraite de

ses employés ainsi que de l'assurance médicale de ses retraités. Alors que la municipalité et le maire de Detroit, Dave Bing, avaient accepté l'an dernier un plan drastique pour faire payer la population, et que les sommes qu'ils consacraient à payer la dette dépassaient déjà tout le budget consacré à l'ensemble des services publics, le gouverneur a estimé qu'il fallait aller beaucoup plus vite, à la grande satisfaction des banques et des milieux financiers.

Ainsi il s'agit d'une prise en main ouverte et dictatoriale de la ville, d'une véritable déclaration de guerre à la population laborieuse. Kevin Orr a les pleins pouvoirs pour dix-huit mois. Il utilise déjà le chantage à la mise en faillite de la ville pour faire avaler une « restructuration volontaire de la dette municipale et des pensions de retraite », solution d'après lui « moins douloureuse ».

Les problèmes de la ville

viennent de la restructuration à la hache de l'industrie automobile, des effets ravageurs de la crise immobilière, de la réduction du nombre d'habitants, de la transfusion massive de l'argent public vers General Motors, Ford, Chrysler et les banques auprès desquelles la ville s'est endettée pour procéder à ses largesses, sans oublier tous ceux qui se sont servis au passage. Ce n'est pas au bénéfice de la population laborieuse de Detroit que la municipalité s'est endettée. Elle doit même plus de six milliards de dollars pour la couverture médicale des retraités et au fonds de retraite des employés municipaux.

C'est à la population que le nouvel homme fort veut faire payer cette gabegie. Il sera payé 275 000 dollars par an par l'État du Michigan pour faire le sale boulot. Dès le premier jour, il a tendu « une branche d'olivier sincère » (sic!) au conseil municipal et au maire de Detroit

pour faire la paix avec ceux qui s'étaient opposés à sa nomination mais qui vont probablement s'empresser de collaborer avec lui, ne serait-ce que pour récupérer tout ou partie de leur paye, désormais à la discrétion du gestionnaire financier.

À vrai dire les autorités, quelles qu'elles soient, au niveau de l'État comme au niveau de la municipalité, Kevyn Orr lui-même, veulent arriver à leurs fins et faire payer la population. Mais en même temps elles jouent la prudence et cherchent à se mettre d'accord afin que leurs querelles n'encouragent pas une révolte toujours possible de la population. Detroit est la première grande ville à être ainsi mise sous tutelle. Et la bande de voleurs qui s'approprie à la dévotion est bien consciente qu'elle ne pèserait pas lourd face à la révolte d'une population consciente de sa force.

Dominique CHABLIS

• Mali Derrière l'intervention militaire française La loi des groupes armés

Pendant que les combats continuent dans le nord du Mali entre les troupes françaises et tchadiennes d'un côté et les groupes armés intégristes de l'autre, le gouvernement français semble de plus en plus soucieux de donner à la poursuite de son intervention la couverture de l'ONU.

Si celle-ci adoptait une résolution en ce sens, les troupes africaines actuellement engagées seraient financées par elle et passeraient sous casque bleu, comme c'est déjà le cas dans bien d'autres pays africains. L'armée française ne partirait pas pour autant, du moins pas tout de suite, mais pourrait se faire plus discrète tout en se tenant prête à intervenir.

Quant à l'évolution du Mali, c'est un tout autre problème. Des élections sont prévues en juillet, mais les derniers événements qui se sont produits à Bamako montrent ce qu'est la réalité du pouvoir dans le pays. Le 12 mars, il n'y avait ni journaux ni radio dans la capitale. C'était la première d'une série de journées « presse morte » pour protester contre l'incarcération du directeur du journal *Le Républicain* par la Sécurité d'État. Celui-ci avait été arrêté six jours auparavant, arbitrairement et en dehors de toute procédure légale, pour avoir publié une lettre ouverte de soldats dénonçant les avantages et les émoluments dont jouit le capitaine Sanogo, l'auteur du

coup d'État qui a renversé le président Amadou Toumani Touré le 21 mars 2012. Ce capitaine Sanogo a été nommé par l'actuel président de la République à la direction du Comité militaire de suivi de la réforme des forces de défense et de sécurité. L'armée malienne, que les troupes françaises cantonnent toujours dans le sud du pays, est en effet composée de groupes rivaux prêts à s'affronter les uns les autres, et entre lesquels le pouvoir civil navigue tant bien que mal.

Par ailleurs, des témoignages continuent de parvenir sur les exactions auxquelles se livrent les troupes maliennes. Cette fois, cela concerne la région de Gourma, non loin de Tombouctou. Les habitants des campements nomades situés au bord du fleuve Niger accusent les soldats de rouer de coups les populations terrorisées et de se livrer au pillage, pratiquant une véritable chasse aux Arabes et aux Touareg sous prétexte de débusquer les intégristes. Ces violences, venant après celles qu'avaient exercées les groupes

armés islamiques contre les populations noires dans des villes comme Gao ou Tombouctou, ne peuvent que préparer le terrain pour de futures explosions de haines ethniques. Et même si dans quelques mois les armées africaines occupent le pays, au lieu des troupes françaises, rien ne prouve qu'elles n'aient pas un comportement semblable vis-à-vis des populations. Quant à l'armée française, le simple fait qu'elle laisse faire prouve qu'elle n'est pas fondamentalement



Arrestation à Gao.

différente. Quel que soit l'uniforme des soldats qui occuperont demain le Mali, une chose est certaine : l'intervention française, même si elle a été applaudie au début

par la population, laissera dans tout le pays des bombes à retardement dont la population malienne n'a pas fini de souffrir. Daniel MESCLA

En attendant les fonds de la reconstruction

Cet article est extrait du journal *Le Pouvoir aux travailleurs n°390 du 17 mars*, mensuel publié par nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI).

Le Premier ministre malien a annoncé que son gouvernement sera en mesure de tenir les élections présidentielles et législatives au mois de juillet prochain. Cela relève plus de la fantasmagorie que de la prévision. L'appareil d'État malien

n'existe même pas sur plus de la moitié du territoire. La plupart des grandes villes du Nord ne sont pas encore reconquises. Comment dans ces conditions parler d'organiser des élections?

Derrière cette fanfaronnade, il y a surtout l'envie du gouvernement malien de mettre la main sur le pactole de près d'un milliard de dollars qu'il compte recevoir des bailleurs de fonds au titre de « l'aide pour la reconstruction » du pays.

Par le passé, lors de la grande sécheresse des années 1970-80, on a vu pousser au Mali des « villas de la sécheresse ». De nombreux politiciens et dignitaires du régime se sont fait construire des villas luxueuses en détournant l'argent destiné à lutter contre la famine et la sécheresse.

Cette fois, il faudra s'attendre à une floraison de « villas de la reconstruction ». C'est à peu près les seules choses que les habitants verront de cet argent.

• Israël La visite d'Obama à Netanyahu Je t'aime — Moi aussi

S'il fallait résumer d'une phrase le sens de la visite d'Obama en Israël, elle pourrait se formuler ainsi: Je suis venu assurer le gouvernement « du pays le plus puissant de la région » du « soutien inébranlable du pays le plus puissant du monde ». Cette politique n'est évidemment pas nouvelle, mais le fait qu'elle a été exprimée, martelée même, avec une insistance certaine durant les quatre jours de la visite rend le soutien du gouvernement américain à celui d'Israël d'autant plus net.

Il y eut certes quelques phrases banales et creuses sur le prétendu processus de paix qu'il faudrait relancer, ou sur le fait que les Palestiniens « mériteraient » d'avoir un État, mais strictement rien de concret et surtout rien de contraignant à l'égard d'Israël. Au contraire, toutes les exigences des gouvernants israéliens ont été reprises par Obama. Les Israéliens refusent un gel même momentané de la colonisation: Obama

l'accepte. Ils exigent que les Palestiniens reconnaissent le caractère juif de l'État d'Israël: Obama l'accepte. Et derrière ces acceptations il y a les drames que vivent les Palestiniens, y compris ceux qui vivent en Israël, puisqu'un cinquième de la population de ce pays est composée d'Arabes israéliens.

Un jeune Arabe israélien a d'ailleurs interpellé Obama sur ce point lors de son discours devant une assemblée

d'étudiants, en lui disant: « Comment pouvez-vous parler de démocratie et soutenir un État juif? » Justifiant son intervention, l'étudiant s'est ensuite expliqué: « J'ai simplement été profondément choqué par le discours du président américain. Lorsque Barack Obama évoque son soutien à un État juif, que fait-il des 20% de citoyens arabes israéliens? Nous nous battons pour un pays où tous les citoyens seraient égaux. Or parler d'État juif équivaut à nier nos droits et notre existence. »

Et il n'y a pas qu'envers les Arabes israéliens qu'Obama s'est montré totalement sourd. Les Palestiniens des Territoires ne comptent pas non plus pour lui. Ceux de Gaza, gouvernés par le Hamas, méritent à l'en croire un terrorisme d'État qui

les maintient dans une prison à ciel ouvert; tout comme ceux de Cisjordanie, qui doivent endurer l'occupation militaire et l'extension constante des colonies israéliennes.

L'attitude d'Obama n'est pas seulement passive vis-à-vis du gouvernement d'Israël, elle est un encouragement à ce que ce dernier poursuive sa politique expansionniste, ce qu'il n'a pas manqué de faire, la veille même de l'arrivée du président américain, en annonçant la construction de nouvelles colonies. Souhaiter ensuite, comme Obama et d'autres, la création d'un État palestinien relève de la plus pure hypocrisie. De ce point de vue, les dirigeants israéliens, comme cet ancien directeur général du Conseil des implantations, sont bien plus

francs quand ils disent qu'avec 350 000 colons vivant en Cisjordanie, auxquels il faut ajouter quelque 200 000 habitants des nouveaux quartiers juifs de Jérusalem Est, la création d'un État palestinien indépendant devient chose impossible.

C'est dire si le sort des Palestiniens indiffère Obama. Sa visite n'avait d'ailleurs pas pour but de les satisfaire, mais plutôt celui de conforter et d'appuyer son allié de toujours. Dans une région à la stabilité incertaine, due entre autres à l'exploitation des peuples par l'impérialisme et aux interventions auxquelles il recourt pour maintenir sa domination, Israël est irremplaçable. Obama est venu le rappeler.

Georges LATTIER

• Espagne

La rage des épargnants floués par les banques

Vendredi 22 mars, les épargnants qui avaient placé leur argent dans ce qu'on appelle en Espagne les participations « préférentielles » apprennent ce qu'ils allaient perdre par un décret précisant en outre qu'il n'y a désormais aucune garantie qu'on leur restitue leur placement.

Sur les sept cent mille personnes touchées, beaucoup sont des retraités qui avaient placé les économies de toute une vie dans ce qu'on leur avait fait miroiter comme le bon placement, les banques n'hésitant pas à tromper sur des produits leur ayant permis d'encaisser plus de 32 milliards d'euros d'argent frais.

Ainsi, les titulaires des participations « préférentielles » de Bankia perdront 38 % et recevront 62 % sous forme d'actions extrêmement dépréciées, qu'ils ne pourront négocier en

Bourse que quand elles seront à nouveau cotées. D'autres banques sont concernées par le même phénomène. Pour les épargnants de Catalunya Bank, c'est 62 % de perdu et pour Novogalicia Banco, 43 %, le reste se transformant en titres dont la valeur reste à déterminer et qui devront rester dans le fonds de garantie de dépôt.

Toutes les victimes de ces abus de confiance comprennent qu'il ne restera plus grand-chose de leur argent, et la colère de ces épargnants floués monte. Ils réalisent aussi que

les banques les ont sciemment trompés. Celles-ci ont réussi à leur faire acheter ces produits financiers, dits toxiques, dès 2007. À l'époque, les investisseurs institutionnels se détournaient de produits à valeur problématique, car constitués de crédits sur des biens immobiliers invendables et risquant de ne pas être remboursés. Les banques ont alors cherché à les placer aux petits épargnants.

Depuis, la situation des banques, et de Bankia en particulier, n'a cessé de se dégrader. Cent milliards ont été versés aux banques, mais la crise bancaire n'est pas pour autant

réglée. Le sentiment que cette escroquerie est inacceptable est d'autant plus fort que beaucoup de ces épargnants ont vu comment les dirigeants des caisses d'épargne régionales, qui avaient fusionné dans Bankia, s'étaient versé des parachutes dorés s'élevant à des millions d'euros, alors que les pertes étaient payées par les petits.

À l'annonce de ce qu'ils considèrent comme un vol, des centaines de victimes de Novogalicia Banco ont tenu à dire

directement au chef de gouvernement Rajoy ce qu'ils en pensent. Et c'est par crainte de devoir affronter une nouvelle manifestation que Rajoy et les membres galiciens de son parti, qui devaient tenir leur congrès au centre-ville de Pontevedra, en Galice justement, ont choisi de se réunir dans un lieu isolé, autour duquel les forces de sécurité étaient déployées pour faire barrage aux manifestants.

Hélène GRILLET



«Bankia vole ses clients, lutte pour tes économies.»

La mobilisation contre les expulsions continue

En Espagne, dans toutes les régions, la mobilisation continue de s'étendre contre les « desahucios », c'est-à-dire les expulsions des propriétaires de logements qui n'arrivent plus à payer les traites de leur emprunt. La récente prise de position des institutions européennes sur ce problème est un encouragement pour tous ceux qui dénoncent ce drame social.

La législation actuelle permet en effet aux banques d'entamer une procédure juridique contre ceux, de plus en plus nombreux, qui n'ont plus les moyens de rembourser des mensualités de plus en plus élevées, les emprunts étant à taux variable. Le chômage, la précarité, les baisses de salaire en sont la cause. Si au terme de plusieurs mois l'emprunteur reste insolvable, il fait l'objet d'une procédure d'expulsion

de son logement et celui-ci est restitué à la banque ayant accordé le crédit. Qui plus est, même à la rue, la personne expulsée n'est pas délivrée de sa dette et doit – elle, sa famille ou ses proches – continuer de rembourser l'emprunt, pour un logement dont elle a rendu les clefs et qui peut donc être vendu à nouveau.

Seuls les plus déshérités, les plus isolés dont aucun proche ou supposé tel n'est solvable,

peuvent se débarrasser de leur dette en rendant leurs clefs. Ce phénomène, dramatique pour des centaines de milliers de personnes, s'est développé avec la crise. Les banques sont aujourd'hui à la tête d'un gigantesque parc immobilier, récupéré grâce à cette législation révoltante. Mais depuis deux ans les mobilisations sur ce problème ne cessent de se développer, trouvant un large appui dans la société.

Les manifestations se développent pour protester, exiger le maintien des familles dans leur logement. De nombreuses voix s'élèvent contre l'impossibilité de se débarrasser de sa dette

en rendant les clefs de l'appartement, dont bien souvent une partie importante a déjà été remboursée. Une pétition réclamant un changement de la loi a recueilli plus de 1 400 000 signatures.

Le mouvement s'étend encore, d'autant plus que les autorités européennes viennent de se prononcer contre la loi espagnole qui autorise les banques à exiger encore les remboursements une fois les clefs rendues.

Le gouvernement espagnol dit qu'il va étudier une réforme de la loi, mais sans s'engager à accepter les exigences de l'Europe. Quant aux banques, elles se sont déclarées opposées à un

projet qui risque d'encourager les propriétaires à rendre les clefs de leur appartement. En effet cela fragiliserait leur fonctionnement, en augmentant ce qu'elles appellent leurs « avoirs toxiques », correspondant à des prêts non solvables.

En attendant, la situation des classes populaires continue de se dégrader. Et de plus en plus nombreux sont ceux qui sont décidés à faire reculer le gouvernement et les banquiers sur une législation et une pratique scandaleuses, qui étranglent des centaines de milliers de familles.

Henriette MAUTHEY

• Chypre

Une tentative pour sauver les banquiers

Finalement, les dix-sept ministres de la zone euro, sous l'égide de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI), ont décidé d'accorder à Chypre un crédit de dix milliards d'euros moyennant un plan de « sauvetage ».

La banque Laïki, deuxième banque du pays, est mise en faillite. Ses bons actifs sont repris par la Bank of Cyprus, qui se chargera aussi de ses dettes envers la Banque centrale européenne mais recevra en retour plusieurs milliards d'euros pour se recapitaliser. Les dépôts au-dessus de 100 000 euros seront taxés de façon progressive, à un taux à déterminer, et le porte-parole du gouvernement

évoque une ponction de 30 % pour les plus importants. Les dépôts d'un montant inférieur ne seront pas touchés. Il est prévu aussi de passer le taux d'impôt sur les sociétés, qui est le plus bas d'Europe, de 10 à 12,5 %.

Voilà ce qu'on nous présente comme un moyen d'assainir un système économique pervers, le paradis du blanchiment d'argent sale et... russe. Mais les

riches porteurs de capitaux, russes ou autres, ont plus d'un paradis fiscal dans leur sac. Il semble d'ailleurs que de gros capitaux aient déjà été retirés des banques chypriotes par le biais de leurs filiales à l'étranger, en direction sans doute d'autres lieux moins risqués.

Ce plan n'est en fait qu'un énième colmatage d'un système financier totalement absurde et dévastateur pour les populations. La perspective qu'il offre à la population chypriote, c'est une situation « à la grecque ». À l'été 2012, la faillite guettait déjà les banques de Chypre, qui avaient perdu 4,5 milliards

lors de la restructuration des banques grecques. La Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et FMI) a alors imposé au gouvernement du dirigeant du Parti communiste Dimitris Christofias un plan d'austérité : hausse de la TVA de 15 % à 17 %, réduction du nombre de fonctionnaires, baisse des salaires des futurs fonctionnaires, hausse des impôts. Le nouveau gouvernement du conservateur Nicos Anastasiades continue sur la même lancée.

Résultat : le taux de chômage, qui a doublé en un an, touche 15 % de la population

active, la faillite de Laïki va entraîner la disparition de milliers d'emplois et les employés de la Bank of Cyprus ne savent pas encore combien d'entre eux paieront la restructuration. Tout cela dans un petit pays – la partie grecque de Chypre compte moins d'un million d'habitants – où les services financiers sont devenus les principaux employeurs... et licenciés.

C'est ce que les commis des groupes financiers, ministres et chefs d'État, appellent un « sauvetage ».

Sylvie MARÉCHAL

• **Mars 2003-mars 2013**

Guerre et occupation en Irak

Un pays détruit

Il y a dix ans, le 20 mars 2003, l'impérialisme américain déclençait sur Bagdad les premiers bombardements d'une opération baptisée avec cynisme « liberté pour l'Irak ». Le soir même, les armées américaines et britanniques franchissaient la frontière à partir du Koweït. Ainsi commençait une guerre qui devait prétendument apporter la liberté et la démocratie au peuple irakien, mais qui n'allait que l'enfoncer dans la misère et le chaos.

L'Irak avait déjà subi une première guerre en 1991, menée par une coalition dirigée par les États-Unis et incluant la France, suivie de dix années de bombardements périodiques et d'un embargo qui aurait causé la mort d'un demi-million d'enfants. Le prétexte était de défendre la démocratie contre la dictature de Saddam Hussein, ce « nouvel Hitler », martelait-on alors. Mais, dictateur, Saddam Hussein l'avait toujours été, et cela n'avait pas empêché les dirigeants impérialistes, américains comme français, d'en faire pendant des années l'un de leurs principaux appuis dans la région. Non seulement les trusts avaient fait des profits colossaux en vendant des armes à Saddam Hussein, mais l'impérialisme s'était servi de lui pour affaiblir le régime irakien au prix de huit années d'une guerre sanglante entre les deux pays, entre 1980 et 1988.

En fait, Saddam Hussein avait surtout eu le tort d'envahir le Koweït à partir de 1990, et d'avoir ainsi montré aux dirigeants impérialistes qu'il pouvait aussi les braver. Après l'offensive des armées impérialistes au début de 1991, Saddam Hussein dut évacuer le Koweït, mais fut malgré tout laissé au pouvoir, car il s'avérait être le seul capable de mater les populations chiïtes au sud et kurdes au nord qui s'étaient soulevées contre lui.

Mais l'impérialisme américain voulait régler définitivement le problème irakien et avoir le contrôle total sur cette région riche en pétrole.

Les attentats du 11 septembre 2001 permirent au nouveau président américain George Walker Bush

de convaincre l'opinion du bien-fondé d'une intervention militaire, d'abord en Afghanistan puis en Irak. L'Irak fut accusé d'abriter des armes de destruction massive et ce fut le prétexte pour déclencher une nouvelle guerre.

Le début de dix ans de guerre

Un mois après le début de l'offensive en avril 2003, le régime de Saddam Hussein était renversé. En mai, le président américain proclamait la fin des opérations de combat en Irak. Mais c'était le début d'une occupation, entérinée aussitôt

elles-mêmes d'installer.

L'occupation américaine ne réussit jamais à s'imposer vraiment. Mi-juin 2003, l'armée américaine dut lancer une opération appelée « Scorpion du désert » contre les forces fidèles au régime déchu, au nord et nord-ouest du pays. Quelques jours plus tard, face à l'insécurité croissante, ce fut la nouvelle opération « Crotale du désert » contre l'ancien bastion de Saddam Hussein, au nord de Bagdad. Durant les mois qui suivirent, la force multinationale, aidée par une « sécurité irakienne » mise en place par les USA, lançait une opération, cette fois contre les milices chiïtes du dirigeant intégriste chiïte Moqtada El Sadr dans plusieurs villes, en particulier la capitale Bagdad.

Après la chute du régime de Saddam Hussein, les dirigeants américains ne disposaient plus d'un appareil d'État capable de stabiliser la situation afin de

religieux chiïtes qui avaient une base populaire. En agissant ainsi, ils créèrent une situation d'affrontement entre les différentes milices religieuses et les autres factions armées, kurdes ou autres. Chacune d'elles chercha à mener la lutte contre l'occupant pour son propre compte, pour parvenir à occuper le pouvoir au niveau local ou national. Les conflits entre les uns et les autres se transformèrent en véritable guerre civile, notamment entre sunnites et chiïtes, qui pourtant avaient vécu ensemble sous Saddam Hussein. La capitale Bagdad se divisa entre une série de ghettos sunnites ou chiïtes. Deux millions de réfugiés, en majorité sunnites, quittèrent l'Irak pour la Jordanie ou la Syrie. Deux autres millions, chassés de chez eux par les différentes milices ou les armées de la coalition, n'eurent pas les moyens de quitter le pays et durent s'installer où ils pouvaient.

ne cessèrent pas, bien au contraire. Les attentats continuèrent à succéder aux attentats.

Misère et chaos

Aujourd'hui, le pays reste profondément divisé entre chiïtes et sunnites. La zone kurde au nord du pays a conquis de fait une quasi-indépendance. La tension est permanente entre le pouvoir irakien et les dirigeants de cette zone autonome kurde pour le contrôle de territoires limitrophes dont le sous-sol regorge de pétrole. Des élections provinciales prévues le 20 avril prochain ont été reportées de plusieurs mois sur décision du gouvernement, en raison de la situation sécuritaire.

Les troupes des États-Unis sont parties maintenant depuis plus d'un an, mais la présence de l'impérialisme américain reste massive. L'armée US a été remplacée par des mercenaires à la solde des États-Unis ou des compagnies américaines. La production pétrolière a ainsi pu repartir, et a même retrouvé son niveau d'avant-guerre. Les grandes compagnies pétrolières se frottent les mains.

La population, quant à elle, a payé le prix fort. Selon certaines estimations, la guerre aurait fait près de 1,5 million de morts. Aux sept millions de personnes qui ont dû fuir et se réfugier dans des camps, il faut ajouter les victimes des exactions commises par l'armée américaine, mais aussi par l'armée irakienne reconstituée, par les mercenaires ou les milices religieuses. La guerre a détruit des pans entiers de l'économie, mis à bas le réseau de distribution de l'électricité, de l'eau, le système de santé et d'éducation, dans un pays qui fut l'un des plus avancés du Moyen-Orient. Tel est le triste bilan pour la population irakienne des dix années de guerre au terme desquelles elle ne voit se dessiner qu'un avenir désespérant.

Aline RETESSE



Des enfants boivent de l'eau qui sort d'un tuyau dans un secteur ravagé près de Bagdad.

par l'ONU, et en fait d'une guerre qui allait encore durer huit autres années. Les troupes anglo-américaines devinrent une « force multinationale », occupant l'Irak à la demande d'un gouvernement irakien intérimaire qu'elles venaient

garantir la reprise des affaires, les piliers du régime qu'étaient l'armée et le parti Baas de Saddam Hussein ayant été dissous. Ils cherchèrent d'autres appuis parmi les éléments les plus réactionnaires de l'opposition, en particulier les partis

Finalment, des élections eurent lieu en 2005, donnant une majorité parlementaire aux partis religieux chiïtes. Un chiïte, Nouri al-Maliki, toujours en place à l'heure actuelle, fut chargé de former un gouvernement. Mais l'insécurité et la violence

• Le 50^e congrès de la CGT

Lepaon vise les salons plus que les manifestations

Le cinquantième congrès de la CGT qui s'est tenu du 17 au 22 mars à Toulouse s'est conclu, comme prévu, par l'élection de Thierry Lepaon, qui succède ainsi à Bernard Thibault en tant que secrétaire général de la confédération.

Il faut dire que, comme c'était le cas lors du congrès précédent, à Nantes, l'élection, disons plutôt la nomination du millier de délégués présents avait été bien organisée. Sous prétexte, une fois encore, de féminiser et de rajeunir la représentation à ce congrès, on avait écarté bon nombre de syndicats et de syndicalistes ne se situant pas dans la ligne de la direction confédérale. Il y avait peu, pour ne pas dire aucune représentation des grandes entreprises qui sont souvent à la une de l'actualité sociale. Ainsi, mais c'est loin d'être le seul exemple, le syndicat CGT PSA d'Aulnay-sous-Bois, en grève depuis

deux mois pour la défense de l'emploi, et du coup pour le maintien de leur usine en Seine-Saint-Denis, n'était pas représenté, ni même invité à prendre la parole.

Cela aurait d'ailleurs fait tâche par rapport au long discours d'ouverture prononcé par le pas encore secrétaire confédéral Thierry Lepaon, dans lequel, malgré sa longueur, ne figurait pas le mot « grève » ou « lutte ». Lepaon a tout de même pris le temps d'énumérer toutes les mesures positives à ses yeux que le gouvernement Ayrault aurait prises depuis qu'il est en place, citant l'augmentation de la prime de rentrée scolaire, du

smic, etc. Il a donné au gouvernement socialiste la note « bien », même s'il y a ajouté l'appréciation « peut mieux faire », afin sans doute de ne pas paraître trop décalé vis-à-vis des militants de la CGT qui constatent que la réalité est bien moins rose que celle décrite par le nouveau secrétaire confédéral.

Mais, malgré le filtre serré mis en place par l'appareil, celui-ci n'a pas réussi à faire taire la critique et la contestation, qui ont porté pour une bonne part sur la mollesse des initiatives de la confédération face aux attaques menées conjointement par le patronat et le gouvernement. Elles ont également porté sur l'orientation visant, ce n'est pas une nouveauté, à un rapprochement systématique avec la direction de la CFDT autour de ce que les dirigeants de la CGT appellent « le syndicalisme réuni », Lepaon



De gauche à droite : Lepaon, Séguy, Viannet et Thibault.

proposant même, pour l'immédiat, des défilés communs aux deux confédérations pour le 1^{er} mai prochain. Une initiative qui a tourné court, avant même qu'elle soit officiellement formulée, le nouveau dirigeant de la CFDT répondant sèchement à son homologue cégétiste qu'il n'en était absolument pas question. Ces interventions critiques furent abondamment applaudies, souvent nettement plus que celles des dirigeants.

Il ne fallait certes pas s'attendre à des changements, en tout cas dans un sens plus radical, plus lutte de classe, de la part de la nouvelle direction confédérale. Elle indique au

contraire qu'elle va maintenir le cap à droite. Le ton choisi par Lepaon laisse fortement penser qu'on le verra, comme son prédécesseur, plus souvent à l'Élysée et dans les salons que dans les manifestations et les grèves.

Les chiffres des votes de ce congrès, que la direction a fournis, ont nettement avalisé l'orientation choisie par la confédération. Mais les contestations qui s'y sont fait entendre montrent que cette orientation est de plus en plus mal acceptée par la base du syndicat. Et c'est cela qui ouvre la seule voie réaliste pour que le monde du travail ne soit pas défait.

Jean-Pierre VIAL

Grève à la répression des fraudes

Judi 21 mars, les agents de la répression des fraudes étaient en grève, une grève très largement suivie. Mais pour se faire mieux entendre, ils ont prévu une manifestation centrale à Paris le samedi 6 avril. Ils avaient déjà manifesté il y a quatre ans, en 2009.

Les causes du mécontentement sont multiples. Tout d'abord l'insuffisance de personnel : moins 15 % des effectifs en six ans, durant l'ère Sarkozy, soit 560 emplois en moins. Le résultat, c'est par exemple que la fraude sur la viande de cheval, opérée en France, n'a été détectée que par des contrôles au Royaume-Uni. Le département de l'Aude,

où est située l'entreprise Spanghero, ne compte qu'un seul agent pour toute l'industrie alimentaire. Et le reste est à l'avenant.

Mais ce n'est pas tout. Depuis 2008 les procédures ont changé. Les agents de la répression des fraudes doivent d'abord soumettre leurs rapports aux préfets, qui peuvent les arrêter, voire les casser. Les agents veulent revenir à la situation d'avant 2008.

Ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux, cela se traduit, entre autres, par une diminution des contrôles pour éviter les fraudes au détriment de la santé publique. Et pas seulement dans l'alimentation.

André VICTOR

• La Cour de cassation et la crèche Baby Loup

Une attaque contre les droits des femmes

La Cour de cassation a annulé le 19 mars le licenciement d'une employée de la crèche Baby Loup de Chanteloup-les-Vignes dans les Yvelines, qui avait refusé d'enlever son voile islamique. La Cour a estimé d'une part que, cette crèche étant une entreprise privée qui ne gère pas un service public, les principes de neutralité et de laïcité défendus par la Constitution ne s'y appliquent pas. D'autre part, elle a mis en avant le fait que le règlement intérieur de Baby Loup n'indiquait pas explicitement l'interdiction du port du voile.

Ce jugement a soulevé à juste titre une vague de protestations, car il donne des armes aux obscurantistes de tout bord, et nombreux sont ceux qui réclament une révision des lois existantes, demandant l'élargissement de l'interdiction des signes ostensibles d'appartenance

religieuse au nom de la laïcité. Mais le port du voile, ou pire du niqab, n'est pas une question de religion. C'est le symbole de l'asservissement des femmes devant une loi occulte imposée par des hommes ultra-réactionnaires qui, au nom de prétendus principes sacrés, dénie tout droit et toute égalité aux femmes.

C'est justement pour que les femmes de milieu populaire, majoritairement immigrées, puissent acquérir leur indépendance que Baby Loup a été créée. Il ne s'agit pas simplement d'une crèche, mais d'une structure associative mixte, accueillant les enfants et œuvrant à l'insertion professionnelle des femmes de Chanteloup-les-Vignes, afin qu'elles ne restent pas isolées dans leur cité loin de tout. Partant du constat que, dans les quartiers difficiles, les femmes sont bloquées dans

leur recherche d'emploi par la garde de leurs enfants et leur peu de qualification, Baby Loup veut agir sur les deux fronts. Elle leur offre une crèche ouverte sept jours sur sept et 24 heures sur 24, avec en plus la possibilité d'y déposer des enfants un nombre d'heures à leur convenance, pour permettre à celles qui sont seules ou en horaires décalés (par exemple les femmes faisant le ménage dans des bureaux) de travailler. L'association finance aussi la formation professionnelle des femmes visant à déboucher sur un emploi à plein temps correctement payé.

Par son jugement, la Cour de cassation n'a pas seulement renforcé les réactionnaires religieux, il a atteint aussi une association militant concrètement pour les droits des femmes.

Marianne LAMIRAL

Erratum

À propos des morts de l'amiante

L'article « *Amiante : la loi protège les empoisonneurs* » de notre numéro 2329 du 22 mars annonçait comme conséquence de l'utilisation de l'amiante « 3 000 décès par

jour en France ». Il s'agissait d'une coquille et il fallait lire « 3 000 décès par an » ce qui, bien sûr, est déjà énorme. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

• PSA – Aulnay-sous-Bois

Onzième semaine de grève

Les travailleurs face à l'alliance patrons-gouvernement

Le 16 janvier dernier, lors du démarrage de la grève à PSA-Aulnay, personne n'aurait imaginé partir pour un mouvement de cette durée. Et pourtant la grève dure et tient.

La direction rejette toute idée de négociations et le gouvernement a refusé d'envisager les possibilités de contraindre PSA. De plus, huit militants de la grève sont menacés de licenciements, dont deux déjà prononcés.

Toute la semaine, les discussions se sont multipliées au sein du comité de grève et en assemblée générale, pour trouver comment réagir collectivement à cette situation. Du fait de leur capacité à discuter, à décider ensemble, à diriger leur lutte démocratiquement et consciemment, les travailleurs ont trouvé le moyen de ressouder les rangs. C'est ensemble qu'ils continuent, ensemble qu'ils refusent de reprendre le travail sans leurs camarades licenciés, ensemble qu'ils veulent continuer à donner des coups au patron et au gouvernement.

La direction voudrait faire reprendre la production

Vendredi 22 mars, la direction de PSA annonçait en comité d'entreprise son intention de mettre en

chômage partiel les travailleurs de l'usine une semaine sur deux, à partir du 8 avril. Cette annonce a aussi fait beaucoup discuter. La direction a un besoin crucial de voitures et la production est toujours à l'arrêt à Aulnay. Mettre tout le monde en une équipe serait une solution pour elle. Et en même temps, en faisant jouer le chômage partiel, la direction de PSA ferait payer à l'État – ô combien consentant – une partie des salaires des travailleurs non grévistes.

Mais pour faire tourner les chaînes, même au ralenti, la direction devra faire pression sur les non-grévistes, en particulier les intérimaires, pour leur demander de faire plusieurs postes. Elle a déjà commencé à le faire dans certains coins. Au Ferrage, les grévistes ont eu la mauvaise surprise de trouver un chef qui imposait quatre postes à un intérimaire. Face à leur colère, le contremaître a vite reculé. Les grévistes sont donc passés sur les chaînes à l'arrêt, vendredi 22 mars, pour demander aux non-grévistes de refuser de tenir plusieurs postes. Ils ont pu constater que bien peu d'entre eux sont prêts à aider la direction à briser la grève. Les liens entre grévistes et non-grévistes

dans l'usine restent donc une force contre la direction.

Une grève toujours aussi populaire

Lundi 25 mars au matin, la grève a repris sans souci. Les grévistes ont accueilli des délégations venues d'autres usines comme Renault Cléon, pour leur apporter un soutien moral... et pécuniaire.

La solidarité financière ne s'est pas tarie durant toutes ces semaines. La caisse de grève compte de nouveau près de 250 000 euros. Les grévistes discutent pour décider ensemble de la façon de partager et de répartir cet argent à la fin du mois.

Derrière cette somme, ce sont toujours des milliers de salariés, de retraités qui soutiennent la grève. Ils le font car ils sentent que ce combat est aussi le leur, que la lutte des ouvriers de PSA renforce tous les travailleurs.

Une direction pas si forte qu'elle voudrait le faire croire

Mardi 26 mars, plus de 200 travailleurs d'Aulnay sont allés manifester devant le tribunal de Versailles pour soutenir la plainte déposée par la fédération CGT de la métallurgie. La direction de PSA, que cette possibilité de procédure juridique contre son projet dérange, a tout fait

pour renvoyer le jugement à plus tard. Ce renvoi a été plaidé, non seulement par l'avocat de la direction, mais par d'autres avocats qui ont eu beau se présenter comme des amis des ouvriers, mais n'en ont pas moins agi contre la volonté des grévistes. Autant dire que ce n'est pas ce genre d'individus qui peuvent servir le combat contre les licenciements. La décision a été renvoyée et cela arrange PSA.

Mais, dans le même temps, la direction a reçu dernièrement plusieurs camouflets. Après avoir reculé sur le licenciement d'un militant de la grève, elle a dû encaisser le refus par l'inspectrice du travail du licenciement de deux délégués, venant après un précédent refus de licenciement. Ces enquêtes mettent à jour les incohérences et les mensonges de la direction, qui pourrait bien se retrouver obligée de reculer sur les sanctions et les licenciements. Tant que la grève dure, les travailleurs ont les moyens de la faire céder là-dessus.

Ce que les travailleurs vivent dans cette lutte durant ces semaines, ce qu'ils apprennent, ce sont des armes pour l'avenir. Sur ce terrain, le patron a déjà perdu bien plus que des dizaines de milliers de voitures.

Correspondant LO

• Fonderie du Poitou Fonte Ingrandes (Vienne)

Pour les emplois, pour les salaires

Sœur jumelle de la fonderie Alu, la Fonderie du Poitou Fonte est restée, à la différence de celle-ci, propriété du groupe italien Teksid depuis la cession par Renault en 1999. Elle fabrique des carters automobiles pour Renault et Fiat et compte 450 salariés, dont 300 ouvriers.

Du mardi 19 au vendredi 22 mars, 200 de ces travailleurs ont été en grève à l'appel de la CGT. En effet, lors des négociations salariales annuelles, la direction avait annoncé n'accorder aucune augmentation générale pour 2013. Et comme l'augmentation 2012 n'avait été que de 1 %, il n'y a pas eu à discuter longtemps pour se convaincre qu'il fallait dire par la grève que ça commence vraiment à bien faire.

Du côté des patrons, on a entendu les arguments classiques évoquant les difficultés économiques, les soi-disant pertes de l'entreprise, et celles, encore plus impressionnantes, du donneur d'ordres Fiat. Là-dessus, les travailleurs de la fonderie savent qu'ils n'ont aucun contrôle mais aussi que, de toute façon, patrons et actionnaires ne cessent jamais de se lamenter. Ils ne se sont donc pas laissés ébranler.

Les représentants des patrons sont allés jusqu'à dire qu'à tout prendre les fondeurs étaient tout de même chanceux : au vu de la situation, leurs salaires auraient bien pu être diminués ! Vendredi 22 mars, n'ayant pas réussi à faire reculer la direction, les grévistes ont décidé en assemblée générale de mettre un terme à leur mouvement. Ils savent que les patrons ont d'autres attaques en préparation, et considèrent ces trois jours de grève comme un coup de semonce, « une piqure préventive pour la suite », comme l'a déclaré un délégué à la presse.

Correspondant LO

• Centre technique Renault (Guyancourt)

Une politique de harcèlement contre les travailleurs

Renault prévoit 8 260 suppressions de postes d'ici 2016, dont 2 000 dans les bureaux d'études et le tertiaire. La direction prétend que ces départs se feront au volontariat. Mais au Technocentre Renault de Guyancourt, dans les Yvelines, on voit ce qu'il en est depuis quelques semaines.

Les chefs commencent par annoncer à des employés que leur poste est supprimé et leur demandent d'en « trouver un ailleurs. » Ensuite ils font tout pour les dévaloriser et les isoler. En réunion, devant les autres employés, ils distillent des réflexions désobligeantes. Soumis à cette pression, souvent les employés craquent et se retrouvent à l'infirmerie. Mais s'ils se déclarent alors en

accident du travail, ce sont les chefs qui se retournent contre eux en les accusant d'avoir « stressé » la hiérarchie.

Les convocations auprès de la hiérarchie et des directeurs des Ressources humaines se transforment en tribunal, avec des menaces contre l'employé, des discours sur « la conjoncture difficile », et se concluent par : « Ce n'est pas le moment de se faire remarquer, il va y

avoir une enquête de la Sécurité sociale. » C'est le monde à l'envers.

Tous les moyens sont bons pour la direction, y compris la provocation. Ainsi un chef ou les deux responsables hiérarchiques peuvent soudain s'en prendre à un employé qui travaille tranquillement à son bureau. Ils s'adressent à lui de manière incorrecte, et s'ensuit une altercation. Les chefs insistent jusqu'à ce qu'il craque, ou qu'il commette une prétendue « faute ».

Aucune direction du Technocentre n'est épargnée, qu'il s'agisse des bureaux ou des

ateliers. Ces méthodes sont scandaleuses et ceux qui les appliquent sont méprisables, mais elles font partie de la stratégie mise en place par la direction.

Il s'agit d'attaquer les salariés, de les déstabiliser pour les pousser à partir et pouvoir dire : « Vous voyez, il n'y a pas de licenciement ». Les 10 000 salariés que compte le Technocentre doivent se préparer à se défendre collectivement, pour ne pas se laisser écraser par cette machine à broyer.

Correspondant LO

• Sanofi Contre les suppressions d'emplois **La mobilisation continue**



Le plan de réorganisation lancé en juillet 2012 chez Sanofi prévoyait d'ici 2015 la suppression de 914 postes en recherche, dans les vaccins et dans les fonctions support. Il prévoyait également le déplacement d'activités, de services entiers, soit près de 800 salariés concernés, et le désengagement du site de Toulouse qui compte 640 salariés.

Depuis cette annonce, les salariés de Sanofi, principalement des sites de Toulouse et de Montpellier et ponctuellement des autres sites, sont mobilisés pour exiger le retrait de ce plan. Les comités centraux d'entreprise en recherche et dans les vaccins avaient saisi en référé le tribunal de grande instance fin 2012. Après avoir été déboutés, ils ont fait appel et, le 11 mars dernier, la Cour d'appel de Paris a ordonné la reprise à zéro de la procédure d'information-consultation du comité central d'entreprise de Sanofi recherche.

Cette victoire juridique ne remet cependant pas en cause les suppressions d'emplois et la restructuration. Les salariés en sont bien conscients et la mobilisation reste donc d'actualité. Lundi 25 mars, à l'occasion du Forum mondial des sciences de la vie, au Palais des congrès de Lyon, où le DG de Sanofi Viehbacher était présent,

un rassemblement de plus de 200 salariés des sites de Toulouse et de Montpellier et d'une centaine de salariés d'autres sites a eu lieu, pour demander le maintien de tous les emplois sur tous les sites.

Montebourg et son conseiller, présents eux aussi, ont reçu les organisations syndicales et des représentants des sites présents. Ils ont affirmé discuter avec Sanofi, tout en avouant leur impuissance, prétendant que les pressions qu'ils pouvaient exercer sur l'entreprise quant aux dépôts de dossiers d'AMM (autorisation de mise sur le marché) et aux taux de remboursement risquaient d'entraîner le départ d'activités. Ça sent le chantage, tout ça ! Et ils n'ont convaincu personne quant à leur volonté d'intervenir contre cette restructuration. Quant au rapport de la commission ministérielle sur l'activité du site de Toulouse, prévu pour le 15 avril, il n'y a

pas grand-chose à en attendre, même si Montebourg prétend attendre ses conclusions.

Christian Lajoux, président de Sanofi France, est ensuite venu sous les huées prétendre qu'il comprenait l'inquiétude des salariés... avant d'ajouter qu'il souhaitait rencontrer les organisations syndicales suite au rendu de justice, pour reprendre les discussions. En bref, il voudrait reprendre les restructurations sous une autre forme.

Sanofi est bien loin d'être en difficulté financière, bien au contraire, avec plus de huit milliards de résultat net en 2012, près de 40 milliards de bénéfices cumulés ces cinq dernières années. Le DG, Viehbacher, culmine à 17 000 euros de salaire par jour.

L'argent est donc là pour maintenir tous les emplois et tous les sites. Mais il faudra une mobilisation massive des travailleurs pour arrêter cette course aux profits pour la satisfaction des actionnaires, qui se traduit continuellement par des suppressions d'emplois et des fermetures de sites.

Correspondant LO

• Compagnies aériennes **Les profits décollent**

Les attaques contre les travailleurs dans les compagnies aériennes se sont succédé, que ce soit à Iberia, Lufthansa ou bien sûr Air France. Suppressions d'emplois, de jours de congés, remises en cause des horaires ont suscité des mouvements et des grèves parmi le personnel. Le transport aérien était paraît-il presque au bord de la faillite, les sacrifices étaient indispensables.

Mais quand ils parlent entre eux, les patrons chantent une autre chanson. L'IATA, l'organisme international du transport aérien, a publié récemment des perspectives plus optimistes : reprise du fret et même du transport passagers, et des profits revus en hausse de 20 % par rapport aux précédentes prévisions de décembre dernier, malgré la hausse du prix du carburant.

Les travailleurs du secteur auraient donc tort de se laisser attendrir par les larmes de crocodile de leurs patrons. Et quand bien même ceux-ci feraient des pertes, il y aurait largement de quoi prendre sur les profits engrangés les années précédentes, pour assurer les salaires et l'emploi !

Alain LECAIRE

• Veolia 1 500 suppressions d'emplois **Maintenir les profits à tout prix**

La direction de Veolia Environnement prévoit de supprimer 1 500 emplois dans le secteur « eau », soit 10 % des effectifs en France. Elle évoque aussi « une réduction des droits à congé avec une suppression des aménagements des temps de travail, comme les RTT ». Ces nouvelles attaques font suite à une série de mesures lancées depuis deux ans pour « réduire les coûts » : salaires quasiment bloqués jusqu'en 2014-2015, gel des embauches.

Cette restructuration serait-elle due à des difficultés du groupe Veolia ? Non, car pour l'année 2012 Veolia Environnement déclare un bénéfice net de 394 millions d'euros. Il s'engage à verser 0,70 euro par action en 2013, ce qui représente un rendement annuel de 7,5 %. Mais le filon que constituait la distribution de l'eau potable en France commence à devenir un peu moins rentable. Les bénéficiaires du secteur « eau » auraient baissé de 22,5 % en 2012.

Veolia Environnement reste toujours le leader en France de la distribution de l'eau potable, avec 34 % du marché, mais depuis quelques années des communautés de communes comme le Pays de Montbéliard, le Minervois, la Crea (Rouen, Elbeuf, Austreberthe), ainsi que des villes comme Paris, Grenoble, Castres, Châtellerauld, Viry-Châtillon et dernièrement Rennes, sont passées en régie publique. D'autres s'apprentent à le faire dans les années qui viennent.

Les municipalités, de gauche et parfois de droite, ont choisi de « remunicipaliser »

la distribution de l'eau, avant tout pour éviter les surfacturations pratiquées par Veolia comme par les deux autres mastodontes du secteur, Suez Lyonnaise des eaux et la Saur. Celles-ci sont dénoncées depuis des années par les associations de consommateurs. En 2009, l'UFC-Que Choisir révélait que la facture pouvait être jusqu'à 30 % plus chère dans les villes où l'eau était déléguée au privé. En 2011, une autre étude estimait que le prix de l'eau des délégataires privés était encore 15 % plus élevé que celui des régies publiques, de nombreuses municipalités renégociant leurs contrats à la baisse.

Les villes repassant en régie évoquent aussi le manque flagrant d'entretien des réseaux, responsable de fuites importantes. À Viry-Châtillon par exemple, on comptait 16 % de fuites, alors que des villes en régie comme Paris ou Grenoble étaient parvenues à les réduire à 5 %. Ces fuites étant facturées au tarif de l'eau potable par Veolia Environnement, celle-ci n'était pas pressée d'effectuer les réparations !

Valérie FONTAINE

La crise, une aubaine pour Veolia

Outre son plan de restructuration, Veolia fourbit de nouvelles armes pour maintenir ses bénéfices, malgré ce marché intérieur en baisse. Comptant sur la complaisance de certains élus, elle envisage de facturer des services plus « pointus » aux municipalités, comme le traitement des eaux industrielles, l'exploitation des stations d'épuration ou le relevé des compteurs.

Se tournant de plus en plus vers l'international (un marché estimé à 90 milliards d'euros), Veolia bénéficie de la complaisance des responsables politiques européens. C'est ainsi que la Troïka (Commission européenne,

FMI, Banque centrale européenne) a posé la privatisation de la compagnie publique des eaux comme condition pour des prêts au Portugal et a imposé à la Grèce de mettre en vente les compagnies des eaux d'Athènes et de Thessalonique.

En France comme ailleurs, pour que les consommateurs ne soient plus rançonnés par Veolia et les autres mastodontes de l'eau, il faudra exproprier ces trusts sans indemnités ni rachat et mettre sur pied un service public de l'eau, à l'échelle nationale, voire internationale.

V. F.

• Triage SNCF Sibelin (Rhône)

La grève a payé

Depuis des années, la SNCF a choisi de se désengager du fret ferroviaire et surtout des wagons isolés. Au triage de Sibelin, près de Lyon, on traitait 2000 wagons par jour il y a quelques années, et aujourd'hui seulement 350. Le nombre de cheminots sur la gare a été fortement réduit, ce qui a abouti à la concentration du travail le dimanche. Cela s'est fait au détriment des « roulements », le planning de travail des cheminots, et donc de leur vie privée.

La dernière réorganisation a entraîné une dégradation supplémentaire des roulements des seize « voltigeurs », les cheminots qui font toutes les opérations de manœuvre de la gare: attacher les wagons, les changer de voie, vérifier les conditions de sécurité avant le départ du train... La direction avait ainsi imposé de travailler cinq week-ends consécutifs et peu de temps pour se reposer entre. Plus de vie sociale, plus de vie de famille, les voltigeurs en ont eu rapidement assez et ont laissé éclater leur colère.

Deux dimanches de grève ont été suivis à 100%. Les voltigeurs ont tenu un piquet, avec barbecue et brasero. La mobilisation a contraint la direction à reculer. Elle a dû proposer de nouveaux roulements, meilleurs, avec presque un week-end sur deux de repos. Elle va aussi couvrir trois des quatre postes de la réserve, qui sert à remplacer les absents.

Ce problème de roulements dégradés, du fait des nombreuses suppressions de postes qui ont eu lieu depuis des années, existe partout à la SNCF. Le coup de colère des voltigeurs de Sibelin montre qu'il est possible de faire reculer la direction sur ce problème.

Correspondant LO

• CHS Vinatier - Bron (Rhône)

Le personnel manifeste sa colère

Un représentant du ministère avait annoncé sa venue à l'hôpital psychiatrique du Vinatier le 18 mars pour parler du « pacte de confiance » dans les hôpitaux et la santé. Plus d'une centaine d'hospitaliers ont saisi l'occasion pour se réunir ce jour-là en assemblée générale, afin de dénoncer tous les dysfonctionnements sur l'hôpital.

Des agents de plusieurs services – l'accueil d'urgence (UMA), les services des psychoses déficitaires graves, la cuisine... – ont dénoncé l'arbitraire d'une responsable de l'UMA, couverte par la direction, qui vient de muter d'autorité une infirmière. Ils ont aussi dénoncé le manque de personnel et de moyens, à la cuisine comme dans l'ensemble de l'hôpital.

Courageux mais pas téméraire, le représentant du ministère a alors préféré décommander sa venue, ce qui n'a pas démotivé les manifestants, qui sont allés se faire entendre auprès de la commission médicale d'établissement qui siègeait ce jour-là en présence du directeur de l'hôpital. Il y avait de l'ambiance, les chefs de services

ont bien été obligés d'écouter les reproches.

Le directeur n'a rien lâché sur le fond mais le message est quand même passé, puisqu'à la cuisine des CDD vont être rappelés.

Les manifestants ont aussi voté une action pour la venue à Lyon le 22 mars de la ministre de la Santé Marisol Touraine. Une cinquantaine d'hospitaliers se sont retrouvés ce jour-là devant l'Hôtel de ville et une délégation du personnel a été reçue à la Préfecture par un représentant du ministère.

Même si les travailleurs sont contents d'avoir été écoutés, ils ne se font pas beaucoup



SRAC Rhône-Alpes

d'illusions sur les conséquences d'une telle entrevue. Ils savent bien que, s'ils ont pu se faire entendre, c'est avant tout parce que depuis plusieurs semaines ils se mobilisent pour faire connaître leur mécontentement.

Un représentant de la ministre a demandé qu'un responsable de l'Agence régionale de santé se rende au Vinatier pour résoudre les problèmes. C'est une façon de faire semblant de s'intéresser, tout en repoussant les décisions. Les représentants du ministère sont au courant

de la situation dramatique que connaissent aujourd'hui les hôpitaux psychiatriques. En baissant les budgets, ils dictent l'austérité, obligeant ainsi les directeurs d'hôpitaux à fermer des lits, des services et à supprimer des postes.

En colère et déterminée, une minorité de travailleurs hospitaliers du Vinatier se disent que c'est en continuant à faire des vagues qu'ils auront une chance d'obliger le gouvernement à lâcher du lest.

Correspondant LO

• Herakles Safran – Le Haillan (Gironde)

Contre les bas salaires et les conditions de travail Trois jours de grève

Pendant trois jours, du mardi 19 au jeudi 21 mars, les agents de sécurité ainsi que les pompiers de la société Samsic des sites du Haillan et de Candale du groupe Herakles (filiale de Safran) ont fait grève pour les salaires et les conditions de travail.

Samsic est la société à laquelle Herakles a sous-traité depuis peu les tâches de pompiers et de sécurité. En organisant cette sous-traitance, la direction cherche à faire pression sur les salaires. Car si Samsic, une entreprise plutôt spécialisée dans le nettoyage, a

décroché le marché suite à un appel d'offres, c'est parce qu'il a « vendu » à Herakles le travail de ses employés moins cher que le prédécesseur. Cela se ressent sur le matériel à disposition: huit casques et vestes, quatre appareils respiratoires individuels avec seulement trois cartouches de rechange, le tout pour 45 pompiers sur les deux sites. Au Haillan, la citerne du camion est vide pendant tout l'hiver, car elle gèlerait faute d'un local pour l'abriter, et à Candale le réservoir du 4x4 est inutilisable car, en cas d'incendie, les pompiers ne peuvent utiliser qu'une rallonge de vingt mètres avec une

pompe à bout de souffle.

Il en va des salaires comme du matériel: minables! Ils restent bloqués à 1 250 euros. C'est Herakles, le donneur d'ordres, qui est largement responsable des conditions imposées à ces travailleurs.

La sous-traitance rapporte cependant à Safran. Une partie des centaines de millions d'euros de bénéfices que fait Safran, la maison mère de Herakles, est notamment due à la sous-traitance de multiples tâches et aux bas salaires que cela lui permet d'imposer à toute une catégorie de travailleurs. C'est d'ailleurs aussi en voyant l'envolée des bénéfices, les 999 millions d'euros

engrangés en 2012 par Safran, que les travailleurs de Samsic se sont mis en colère car, pour eux, les salaires restent bloqués à des niveaux bien bas.

La grève a duré trois jours. Elle a recueilli la sympathie des travailleurs de Herakles. Car pour eux aussi c'est l'austérité salariale: 1,5% d'augmentation, avec un talon de 40 euros, alors que les bénéfices ont augmenté de 55%.

Les travailleurs de Samsic n'ont que très partiellement obtenu satisfaction. Mais leur combat n'est pas fini, car leur colère est loin d'être retombée.

Correspondant LO

• ELM groupe Bosch – Drancy

On ne boit pas de ce vin-là

Judi 21 mars, la direction du site ELM groupe Bosch à Drancy a invité les travailleurs à un buffet-cocktail, car l'usine vient de remporter deux prix internes à l'entreprise, baptisés « awards » pour faire plus chic.

L'un, le « Best plan 2012 », qualifie le meilleur projet et revient au bureau

d'études. L'autre, « Innovation 2013 », est le prix remis à l'usine qui obtient la première place de la division thermotechnique (chaudières domestiques au gaz).

Meilleure usine, meilleur projet: selon la direction, les travailleurs devraient être contents d'aller fêter ça avec

elle. Eh bien ce n'est pas le cas. Si la direction distribue des « prix » qui ne lui coûtent rien, elle reproche au bureau d'études aujourd'hui récompensé de ne pas réaliser suffisamment de nouveaux projets; et pour ce qui concerne la « meilleure usine », elle va faire chômer les ouvriers tous

les vendredis de mars et imposera des récupérations, plus tard, le samedi.

Le sentiment de nombreux travailleurs est que ce coup à boire couvre trop de mauvais autres coups pour leur donner envie de trinquer avec le patron.

Correspondant LO

Les 18, 19 et 20 mai à Presles (Val-d'Oise)

La Fête de Lutte Ouvrière



Dimanche et lundi après-midi
Allocution de Nathalie Arthaud
sur le Grand Podium



La Fête de Lutte Ouvrière, qui aura lieu les 18, 19 et 20 mai lors du week-end de la Pentecôte, est bien sûr une fête populaire, avec des jeux, des spectacles, des attractions, entièrement compris dans le prix d'entrée; une restauration variée et à petits prix; des promenades pleines de surprises pour les grands et les petits. C'est aussi, dans la tradition du mouvement ouvrier organisé, l'occasion de se cultiver, de rencontrer savants et écrivains, de faire provision de livres pour l'année, d'assister à des conférences scientifiques, de découvrir des techniques aussi diverses que la forge médiévale, le chant choral, la mosaïque, la taille de silex à la mode préhistorique ou le bas fourneau de l'âge du bronze.

Mais c'est évidemment un rassemblement politique autour des idéaux communistes. En ces temps où patrons et gouvernements font payer la crise aux travailleurs, où les manifestations les plus nombreuses sont celles des réactionnaires, où les préjugés les plus éculés font florès dans les urnes et dans les têtes, la fête est l'occasion de prendre un bon bol d'air révolutionnaire. On peut y rencontrer des militants de nombreuses entreprises, régions et pays, pour échanger avec eux expériences et informations. On peut y débattre avec nos camarades dans de nombreux forums organisés sur les sujets d'actualité. Nathalie Arthaud, notre porte-parole nationale, y prendra la parole devant des milliers de personnes.

La Fête sera ainsi aussi l'occasion de faire provision d'arguments et d'espoirs pour les luttes à venir.

Ce sera une des preuves, et pas la moindre, de la persistance du courant communiste révolutionnaire et de sa foi dans l'avenir.

Les artistes à la Fête

Au programme du Grand Podium, nous pouvons d'ores et déjà annoncer la présence de :

ANNE SYLVESTRE chansons

Des chansons nouvelles et des chansons anciennes

VOLO groupe de chanson française

R.I.C. reggae, hip hop, salsa

Un trio vocal, quatre musiciens, qui mélangent reggae, ragga, flamenco, hip-hop et salsa.

AGNES BIHL chansons d'humour et de révolte

LA COMPAGNIE JOLIE MÔME spectacle de chansons

L'esprit frondeur de la compagnie Jolie Môme, l'insoumission, l'irrévérence et... la fraternité.

LA RUSTINE rock festif

LE BAL DES MARTINE orchestre de bal

BAZAR ET BEMOLS trio acoustique



Anne Sylvestre



Volo

Pierre-Antoine Thiery

Nouveau Aux temps de la Préhistoire

Venez découvrir les grandes étapes de la Préhistoire: des origines de l'Homme... aux premiers métallurgistes.

Des reconstitutions

- un bas-fourneau en fonctionnement : l'occasion de découvrir les débuts de la métallurgie et les bouleversements que cette innovation a entraînés.
- un habitat préhistorique et son site de fouilles : l'occasion de comprendre comment les archéologues mènent l'enquête sur notre passé.

Des exposés

- L'histoire de l'histoire de l'Homme : deux siècles de démarche scientifique, après des millénaires d'explications par les mythes et les légendes.
- La vie des hommes de la préhistoire expliquée à partir de leurs outils.
- Sur les traces des premiers Hommes : les migrations des hommes de la préhistoire.
- La révolution néolithique : les bouleversements de la société liés au développement de l'agriculture.

- L'âge des métaux : les débuts de la métallurgie et l'impact de cette nouvelle technologie sur la vie des premiers agriculteurs.

Des ateliers

- Allumer le feu
- Tailler le silex
- Chasser le renne
- Faire parler les os
- Pour les enfants : dessine-moi un mammouth !

Une exposition commentée

« Sur les grandes étapes de la préhistoire : des origines de l'Homme... aux premiers métallurgistes. »

Les sciences dans la fête

- Les mini-conférences au **Chapiteau scientifique** : plusieurs dizaines de thèmes scientifiques seront abordés, de la physique amusante à la biologie, de la chimie de tous les jours à la recherche fondamentale, en passant par l'arithmétique, l'astronomie

et l'évolution. Avec démonstrations, projections vidéos, et débats.

- La **roulotte de la Science** parcourra les allées de la Fête avec des animations scientifiques itinérantes. À ne pas rater !

- Les **débats** au chapiteau scientifique : des scientifiques et des chercheurs viennent exposer leurs travaux, leurs recherches et répondre le plus simplement possible aux questions du public.



R.I.C.

Carrousel de la Connaissance

Sous le chapiteau tournant, le spectacle audiovisuel de 45 minutes aura cette année pour thème :

« Les migrations qui ont fait l'humanité: nous sommes tous des enfants de migrants »

Cartes et bons

Les cartes d'entrée, valables trois jours, sont d'ores et déjà disponibles. Jusqu'au 14 avril, elles seront vendues au tarif réduit de 12 euros pour les trois jours. Les bons d'achat – d'une valeur de cinq euros mais vendus quatre euros – sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à Lutte Ouvrière BP 233-75865 Paris Cedex 18. Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière. N'oubliez pas d'indiquer l'adresse d'expédition et le téléphone. Envoi franco.

Tout savoir sur la Fête
fete.lutte-ouvriere.org